

l'Anticapitaliste

n°342 | 23 juin 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

ILS VEULENT NOUS FAIRE TAIRE



REUTERS/JACKY NAEGLER

Pour le retrait de la loi travail On est toujours là!

Dossier

Loi travail: des pistes pour la mobilisation

Pages 6 et 7

ÉDITO

Réfugiés, migrantEs: combattre la politique du chiffre...

Page 2

PREMIER PLAN

Grande-Bretagne: Jo Cox et le «puits de haine»

Page 2



ACTU SOCIALE

Santé: «Bien placé, un cancer peut rapporter jusqu'à 120000 euros»

Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Acrimed: médias et mouvement contre la loi travail

Page 12



édito

Par CHRISTINE POUPIN

Réfugiés, migrantEs: combattre la politique du chiffre...

65,3 millions, c'est le nombre d'hommes, de femmes, et pour plus de la moitié d'enfants, recensés par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés en 2015, soit en moyenne 24 personnes chaque minute contraintes de fuir les guerres et les persécutions. Ce chiffre a augmenté de plus de 50% au cours des cinq dernières années. Ils et elles sont déplacés à l'intérieur de leur propre pays (40,8 millions), réfugiés ou encore demandeurs et demandeuses d'asile (3,2 millions de personnes attendent des décisions en matière d'asile dans les pays industrialisés).

Trois pays génèrent la moitié des réfugiés dans le monde: la Syrie avec 4,9 millions, l'Afghanistan avec 2,7 millions, et la Somalie avec 1,1 million. La Colombie avec 6,9 millions, la Syrie avec 6,6 millions, et l'Irak avec 4,4 millions, comptent quant à eux le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Gardons en mémoire que ces chiffres, pour terrifiants qu'ils soient, ne concernent qu'une part minoritaire de celles et ceux qui sont condamnés à quitter le lieu où ils et elles vivent, ou plutôt survivent. Les réfugiés environnementaux, fuyant la montée des eaux, les sécheresses, les ouragans, les tremblements de terre, l'érosion des sols, les catastrophes industrielles et technologiques, n'ont, eux, aucun statut. Leur nombre a pourtant dépassé celui des victimes des guerres et persécutions, les seules reconnues par le HCR...

L'horreur n'est ni seulement ni d'abord dans les chiffres. Le Haut commissaire déclare que le fait que «davantage de personnes sont déracinées par la guerre et la persécution est déjà inquiétant en soi, mais surtout les facteurs menaçant les réfugiés se multiplient également». Plus précisément: «Un nombre terrifiant de réfugiés et de migrants décèdent en mer chaque année; à terre, les personnes fuyant la guerre ne peuvent poursuivre leur voyage car les frontières sont fermées.»

Ainsi, rappelons que 2800 personnes sont mortes depuis le début de l'année en tentant de traverser la Méditerranée. L'accueil, faut-il le répéter encore et encore, repose d'abord et avant tout sur les pays du sud, sur les pays les plus pauvres, et les plus proches des zones de conflit. La répression qui s'abat sur les migrantEs, sur tous les migrantEs, tue. La seule réponse digne et humaine reste l'ouverture des frontières et la liberté de circulation.

BIEN DIT

Nous ne convaincrions pas les tenants de ce monde – et nous ne cherchons pas à le faire. Mais contre le discours dominant et tout-puissant, nous pouvons convaincre celles et ceux qui connaissent bien la violence au quotidien. La violence du mépris social et des abîmes qui nous séparent des possédants. La violence du chantage à l'emploi qui conduit à tout accepter, fait voler en éclats les solidarités et jusqu'à la dignité parfois. La violence de la souffrance, au chômage, au travail, de la mise en concurrence, du management par l'obéissance. La violence des contrôles au faciès et des discriminations. Forces de l'ordre, mais de quel ordre? L'ordre social des évadés fiscaux, du CAC 40 et des marchés financiers.

Extrait de la tribune «Ce gouvernement a peur» signée d'une soixantaine d'intellectuels, de militantEs associatifs, syndicaux et politiques, publiée par Libération le vendredi 17 juin

À la Une

Ils veulent nous faire taire. Pour le retrait de la loi travail, on est toujours là!

Le mardi 14 juin, la colère et la détermination du monde du travail étaient encore au rendez-vous!

Cette journée de mobilisation a été la plus forte depuis le début du mouvement avec 1,3 million de manifestantEs. Après quatre mois rythmés par des grèves ponctuelles, des grèves reconductibles, des actions de blocage de l'économie et des réunions et assemblées générales tous azimuts sur les places, une partie significative des salariéEs est toujours prête à en découdre avec cette politique anti-ouvrière portée par le Parti socialiste aux manettes du pouvoir. Malgré la propagande capitaliste des Valls et Hollande relayée vaillamment par les principaux médias, exhortant au réalisme économique, pleurant sur les dégradations urbaines et envisageant d'interdire les manifs, les travailleurEs tiennent bon et continuent de battre le pavé semaine après semaine pour le retrait de la loi travail.

C'est qui les casseurs, c'est qui la racaille?

D'après un sondage de l'Ifop du 18 juin, 60% de la population considèrent toujours justifié le mouvement contre la loi travail. Pourtant, au soir du 14, Valls et ses sbires n'auront pas lésiné à tenter de faire pleurer dans les chaumières en s'indignant en boucle des vitres brisées de l'hôpital pour enfants malades Necker à Paris. Mais l'hôpital public aujourd'hui en France ne souffre pas de quelques bris de verre mais de la politique systématique de coupe des budgets qui réduit les effectifs et contraint les personnels à des rythmes inhumains, qui voient jour après jour s'accroître le délabrement de certains centres hospitaliers et qui privent l'ensemble des salariéEs de l'égal accès aux soins.



Dans la lignée de tous les gouvernements au service du patronat et de la finance, Hollande et Valls n'ont qu'une obsession: accentuer la part des richesses des capitalistes et réduire la majorité d'entre nous à une main-d'œuvre corvéable à merci, ce qu'elle était au 19^e siècle au temps de Zola et de Gavroche! C'est eux qui cassent nos vies et pillent les richesses que nous produisons, année après année, sans que cela ne nous donne la possibilité de vivre décemment.

Pas question de s'arrêter là!

Depuis quatre mois, la classe ouvrière et la jeunesse reprennent du souffle, reprennent confiance dans la force du nombre. Depuis quatre mois, c'est bien la loi travail et son cortège de précarité, de souffrance, de vies brisées, qui sont rejetés par celles et ceux qui se mobilisent. Mais ce sont aussi et surtout des semaines de reconquête de dignité. Enfin notre camp social relève la tête collectivement, enfin, ces

centaines de luttes éparses ont trouvé un point de convergence qui permet de se battre ensemble et non plus chacunE dans son coin. Alors pas question de laisser croire que désormais, une promesse de petit aménagement de la loi suffirait à nous faire taire. Vendredi dernier, Philippe Martinez rencontrait Myriam El Khomri. Or dans les propositions présentées par la CGT à cette occasion, le retrait de la loi n'est plus fixé comme préalable, le fameux article 2 (celui des accords d'entreprise) est maintenu mais strictement encadré. Alors que dès le début, la question du retrait a soudé l'ensemble des secteurs professionnels, des militantEs de Nuit debout et de la jeunesse, ces propositions ne peuvent être comprises que comme un pas vers le gouvernement et sa ministre du Travail qui fait mine d'être inflexible et droite dans ses bottes. Pourtant, il est indéniable qu'il y a bien longtemps que le pouvoir n'a pas été autant fragilisé. Le 49-3, la

force de la répression policière, les menaces d'interdiction de manifester, les assignations à résidence, et enfin la volonté d'accélérer le vote final de la loi, montrent que leur déni de démocratie est sans limite.

Une seule réponse: continuer la lutte

Leur laisser les mains libres aurait pour résultat une aggravation du caractère réactionnaire de ce projet. Rien qu'au Sénat où la droite est majoritaire, ils ont carrément lâché les amarres en votant le retour aux 39 heures et le plafonnement des indemnités de licenciement! Alors quand le texte sera de retour à l'Assemblée nationale début juillet, il y a fort à parier que Valls lui redonnera sa forme originelle... et le fera passer avec un petit 49-3. Tout ce «beau linge» compte sur les deux mois d'été pour amoindrir notre ténacité. Montrons-lui que nous aurons le dernier mot! Deux journées de grève et de manifestations interprofessionnelles et intersyndicales sont d'ores et déjà programmées. Elles prendront des formes diverses en fonction de la réalité du nombre de grévistes et du nombre de celles et ceux qui seront mobilisés. Mais quoi qu'il en soit, les deux prochaines semaines ne marqueront pas un retour à la normale, à leur «ordre pourri». Il s'agit dès maintenant de ne pas laisser la loi être promulguée fin août ou début septembre sans aucune réaction de notre part. Notre préoccupation immédiate est la réussite des prochaines dates des jeudi 23 et mardi 28 juin, en mettant dès maintenant en discussion les moyens de passer l'été et de nous retrouver toutes et tous ensemble dans la rue début septembre pour en finir avec la loi travail et son monde.

Denise Sarraute

GRANDE-BRETAGNE

Jo Cox et le « puits de haine »

Nous reproduisons ici un article de Andy Stowe qui, au nom de son organisation, Socialist Resistance, exprime sympathie et solidarité à la famille, aux amis et camarades de Jo Cox, la députée travailliste assassinée. Il revient aussi sur le contexte politique du drame et développe les positions de Socialist Resistance concernant le référendum.

Nous partageons l'idéalisme qui a coloré tout son engagement politique. Au Parlement, elle a parlé avec émotion du sort des migrants et expliqué qu'elle voyait ses propres enfants dans les visages des bébés dans les camps de réfugiés. Nous étions certes en désaccord quant à son soutien aux frappes aériennes en Syrie, mais elle fut une farouche défenseuse des Syriens attaqués par les bouchers djihadistes et les assassins d'Assad. Elle était une amie du peuple palestinien et

n'a pas hésité à se faire photographier devant Westminster le drapeau de leur nation à la main. Et, même si elle ne soutenait pas Jeremy Corbyn, elle s'est prononcée en faveur de sa candidature à la tête du parti travailliste parce qu'elle comprenait combien il était crucial que les opinions qu'il exprime soient entendues dans le débat. Sa mort à un si jeune âge est une perte pour le camp progressiste en Grande-Bretagne et une perte incomparablement plus grande pour sa famille.

Un tueur lié aux groupes racistes et violents

Jo est la 59^e femme à être tuée par un homme en Grande-Bretagne cette année. La violence des hommes contre les femmes est une constante de la société britannique et nous ne pouvons exclure que cette violence ait été un élément qui a motivé ce meurtre. Il semble y avoir moins de doute sur les autres raisons qui ont poussé le meurtrier à agir. La presse rapporte que l'homme interpellé aurait déjà été

suivi dans le passé pour des problèmes psychologiques et aurait crié pendant l'attaque quelque chose comme «Le Royaume-Uni d'abord!». S'il avait crié «Allah akbar!», les commentateurs auraient retenu sa religion et auraient fait peu de cas de sa santé mentale. On rapporte également qu'il entretient depuis longtemps des liens avec des groupes racistes et violents de l'ultra-droite et qu'il avait acheté auprès d'eux des manuels sur la fabrication d'armes.

Un plébiscite contre l'immigration

Celui qui a tué Jo Cox l'a fait pour des raisons politiques. Les personnes ayant des problèmes de santé mentale ne vivent pas en marge de la société et, depuis des mois, le débat politique en Grande-Bretagne a été dominé par un sujet: l'immigration et particulièrement la manière dont elle est liée à l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Union européenne.

Un monde à changer

QUI VEUT MON BEAU CHAR D'ASSAUT? Le commerce de l'armement se porte bien. Pour preuve, Eurosatory, le plus grand salon mondial de l'armement terrestre et de la sécurité, qui vient de se tenir du 13 au 17 juin à Paris-Villepinte, a été un véritable succès. Hasard du calendrier (?), début juin, le gouvernement publiait les très bons chiffres tricolores de l'exportation d'armement : 16 milliards en 2015 (8,2 milliards en 2014), en particulier grâce aux ventes d'avions Rafale à l'Égypte et au Qatar. Et 2016 s'annonce déjà tout aussi prometteur puisque douze sous-marins viennent d'être vendus à l'Australie (34 milliards d'euros), l'Inde pouvant officialiser rapidement l'acquisition de Rafale, ce fleuron national de la technologie made in France... Ainsi, l'hexagone serait en passe de devenir le numéro deux mondial de ce business, derrière les États-Unis mais devant la Russie. Le marché de l'armement, mondial, explique le nombre impressionnant de délégations étrangères qui ont visité le salon, des

étrangers – à la différence des touristes dont nous abreuvons les médias – visiblement pas effrayés par le mouvement contre la loi travail qui «terrorise» la France... Dans ces délégations, des heureux militaires et des politiques ravis de parler concrètement de diplomatie : 57 000 visiteurs venus de 140 pays qui ont donc déambulé entre les stands de 1572 exposants (+ 4,5%) de 56 pays. Salon de l'hypocrisie, Amnesty international, qui y a distribué un tract, a signalé la présence au sein d'Eurosatory de nombreux stands de pays... sous le coup d'embargos sur les armes, comme la Russie, la Chine ou la Biélorussie ! Et des militantEs pacifistes ont salué, à leur manière, l'ouverture du salon en repeignant des tanks en rouge, couleur sang ! Quinze de ces militantEs ont ensuite été emmenés au commissariat de Villepinte, et plainte a été déposée à leur encontre par le ministère de la Défense et le Salon. En fait si, il y avait bien un petit goût de mouvement contre la loi El Khomri du côté d'Eurosatory, celui de la répression.

SÉCURITAIRE Après l'assassinat, les surenchères !

Après le drame de Magnanville, le débat sécuritaire cher à certains a bel et bien été relancé.

De Ciotti à Le Pen

De Sarkozy à Juppé, toute la droite s'est relayée pour à la fois demander des comptes au gouvernement et exiger toujours plus de sécuritaire. Ainsi, Sarkozy a donné le ton en demandant à l'exécutif d'adapter « sans délai le niveau de vigilance », tandis que le toujours « modéré » Éric Ciotti reprenait la proposition de Laurent Wauquiez de créer des « centres de rétention » pour les individus « fichés S », précisant qu'elle ne visait que les islamistes les plus dangereux... Ciotti estime aussi que la rétention peut être envisagée si les individus radicalisés sont traités comme des malades mentaux : « Un fou peut être enfermé par le préfet sur la base d'un arrêté d'hospitalisation d'office. Pourquoi ne pas envisager cette procédure pour les terroristes ? », s'interroge l'élus des Alpes-Maritimes. Pour Marine Le Pen, « le massacre de ce couple de policiers devant leur bébé est le crime de trop. La lutte, implacable, contre l'islamisme doit enfin commencer »... Marion Maréchal Le Pen est allée dans le même sens, estimant que « la vraie lutte contre le fondamentalisme n'a pas été engagée. [...] Nous ne pouvons plus nous contenter de filtres sur les profils Facebook, nous ne pouvons plus nous contenter des fleurs et

Après les hommages et les indignations légitimes suite à l'assassinat des deux policiers à Magnanville dans les Yvelines, la surenchère « sécuritaire » ne s'est pas fait attendre de la part du gouvernement, de la droite et de l'extrême droite...



Cazeneuve devant le commissariat des Mureaux. Communication... et récupération. DR

des bougies. Si nous sommes en guerre, alors il faut la mener cette guerre ». C'est dans ce sens que le FN demande l'application de l'article 411-4 du code pénal, un article qui punit d'un maximum de trente ans de détention et de 450 000 euros d'amende le fait d'« entretenir des intelligences avec une puissance étrangère, avec une entreprise ou organisation étrangère [...] en vue de susciter des hostilités ou des actes d'agression contre la France », ou d'en fournir les moyens. Une revendication déjà portée par la droite il y a quelques mois...

De Valls à Cazeneuve

Face à cette surenchère, Valls a promis de ne pas se laisser entraîner dans ce sens... pour ensuite marteler son bilan législatif en matière de sécurité (deux lois sur le terrorisme, deux lois sur le renseignement...). « Nous n'allons pas adopter à chaque fois une nouvelle mesure », a-t-il défendu, indiquant tout de même qu'« il faut mettre tous les moyens dans l'action répressive et agir contre la radicalisation ». Aussi le gouvernement a d'ores et déjà accepté l'une des revendications des syndicats policiers :

que ceux-ci puissent être armés en dehors de leur service. Une mesure déjà effective durant l'état d'urgence (qui se termine officiellement le 26 juillet), et qui donc sera pérennisée au-delà. C'est aussi une vieille revendication de la droite et de l'extrême droite...

L'opportuniste Cazeneuve en a aussi profité pour affirmer haut et fort « l'indignation qui est la mienne face aux propos qui sont tenus depuis des semaines à l'égard des policiers, dont on a vu à quel point ils paient un lourd tribut », en profitant donc pour en coller une tant à la CGT et ses affiches anti-flics qu'à l'ensemble des manifestantEs contre la loi travail. Amalgames dégueulasses...

Et Valls, jamais en reste, a toujours le dernier mot. Évoquant pêle-mêle « les violences qui ont eu lieu, l'attentat odieux contre le couple de policiers, mais aussi la tenue de l'Euro », il estime que « les organisateurs devraient annuler eux-mêmes » les manifestations des 23 et 28 juin contre la loi El Khomri...

« Sbres stupides ! Votre "ordre" est bâti sur le sable », écrivait déjà Rosa Luxemburg il y a près d'un siècle.

Sandra Demarcq

Le chiffre

185

C'est, d'après le rapport « On Dangerous Ground » (en terrain dangereux) publié lundi 20 juin par l'ONG Global Witness, le nombre d'assassinats liés à des enjeux environnementaux perpétrés dans 16 pays en 2015. Les défenseurs de l'environnement ont ainsi payé le plus lourd tribut au Brésil (50 morts), aux Philippines (33) et en Colombie (26), tués dans des conflits associés majoritairement à l'extraction minière, mais aussi à des activités agro-industrielles, forestières, hydroélectriques ou de braconnage.

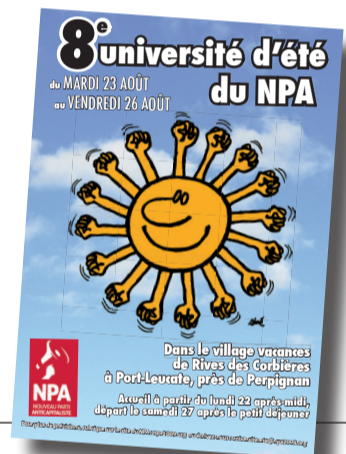


Agenda

Jeudi 23 juin, réunion publique du NPA, Marseille. « Loi travail, état d'urgence, répression. Contre les politiques capitalistes, la lutte reprend ses droits », avec Philippe Poutou, à 19h au CAQ, 6 rue Sénac, Marseille 1^{er}.

Mercredi 29 juin, réunion publique du NPA, Auxerre. « Construisons la lutte », avec Philippe Poutou, à 19h30 salle Vaulabelle.

Du 24 au 30 juillet, 33^e Rencontres internationales de jeunes révolutionnaires, Canoves (Catalogne). Programme : <https://npa2009.org/evenement/33rencontresinternationales-de-jeunes>



NO COMMENT

On assiste à une escalade dans la violence qui pourrait être synonyme – si le gouvernement ne se décidait pas à interdire ce type de manifestation – de liberté de casser, voire de tuer.

Le député socialiste de Paris CHRISTOPHE CARESCHE, dans une interview au *Parisien* mardi 21 juin, à propos des manifestations contre la loi travail

La presse tabloïd raciste a multiplié sans relâche les Unes mensongères, sensationnalistes avec des récits fabriqués sur les « hordes » d'immigrants « violeurs » qui allaient voler le travail des Britanniques. Dans le même temps, les principaux porte-parole du Brexit disaient exactement la même chose dans un langage un peu plus châtié, l'exception étant Farage qui se tenait la souris aux lèvres devant une affiche anti-migrants de style nazi le matin même où Jo Cox a été assassinée. Farage, Gove, Johnson et Hoey ont transformé le référendum sur l'appartenance à l'UE en un plébiscite raciste contre l'immigration. Les camarades de gauche qui défendent l'idée que les travailleurs pro-Brexit expriment un rejet de l'establishment sont inconscients du fait qu'ils sont en réalité entraînés dans le sillage d'une campagne raciste et droitiste. Quel autre sens donner aux chants « Fuck off Europe, on vote tous pour se casser » des fans de football

anglais ou à leur mépris des enfants réfugiés auxquels ils lançaient des pièces de monnaie ?

Saisir les enjeux de la situation

Mais cette dérive politique ne se limite pas aux Johnson et Farage. Durant la campagne municipale à Londres, David Cameron, Zac Goldsmith et la plupart des dirigeants conservateurs ont essayé de salir le candidat travailliste Sadiq Khan en le présentant comme sympathisant terroriste. Cameron a utilisé cette même expression à l'encontre de Jeremy Corbyn pour son opposition de principe aux frappes aériennes en Syrie. Corbyn a décrit la mort de Jo Cox comme « une attaque contre la démocratie venant d'un puits de haine ». Il a raison. Et les gens qui se sont abreuvés à ce puits sont tous ces politiciens qui ont utilisé le racisme et la rhétorique contre les immigrés dans le débat référendaire et tous ceux qui multiplient les insultes pour stigmatiser les voix dissidentes.



Après les hommages, un tournant dans la campagne ? DR

Nous devons nous battre contre cela. La campagne pour la sortie de l'Union européenne a enhardi et encouragé les forces d'extrême droite et anti-migrants. Un vote en faveur du Brexit serait un désastre pour le mouvement ouvrier, pour chaque migrant et les minorités au Royaume-Uni. Le mouvement ouvrier et la gauche doivent saisir les enjeux de la situation – que

l'assassinat d'une dirigeante travailliste de premier plan vient d'illustrer –, et avoir le courage de s'inscrire contre ce déchaînement réactionnaire en se prononçant pour un vote massif pour rester dans l'UE. C'est ce que Jo Cox avait compris.

De Londres, Andy Stowe
(Traduit par Raymond Adams)
Intertitres de la rédaction

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

LA LOI TRAVAIL AU SÉNAT Jeu de dupe

Après le passage en force du gouvernement à l'Assemblée nationale et malgré la mobilisation massive qui dure depuis plus de trois mois, le projet de loi El Khomri a poursuivi son chemin parlementaire au Sénat, à majorité Les Républicains, où il sera voté le 28 juin.

Du 13 au 17 juin, les sénateurs ont principalement examiné l'article 2 qui porte sur la durée du travail et donne dans ce domaine la priorité à l'accord d'entreprise en inversant la hiérarchie des normes. La mise à mort du principe de faveur a été confirmée. Les sénateurs ont rejeté en bloc tous les amendements communistes. Sur ce point donc, le PS et les Républicains sont sans surprise tombés d'accord. El Khomri n'avait cependant pas osé retirer du code du travail la fixation de la durée hebdomadaire de travail à 35 heures : le Sénat franchit cette limite et a adopté l'article 2 en le durcissant, supprimant les 35 heures du domaine de la loi et renvoyant à la négociation d'entreprise le soin de définir la durée du travail.



La rue répond Résistance! PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Dans les autres domaines, les sénateurs se sont fait plaisir. Un nouveau contrat précaire voit le jour, le « *contrat à durée déterminée à objet défini* » d'une durée de 18 à 48 mois. C'est la version recyclée et élargie d'un contrat auparavant réservé aux ingénieurs et cadres et qui pourrait désormais être utilisé à toutes les sauces et sans accord collectif préalable.

Le PS et le gouvernement crient au loup...

Autre régression majeure qui donne à voir les fantasmes des notables de cette assemblée : les délégués du personnel ne seraient plus mis en place qu'à partir de 20 salariéEs. Quant au comité d'entreprise et au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, ils ne seraient plus obligatoires qu'à partir de 100 salariéEs. Comme si la loi Rebsamen, qui autorise les fusions d'instance et réduit les moyens des représentants du personnel, n'avait pas déjà largement entamé les droits des salariéEs dans ce domaine...

La justification de toutes ces régressions est exactement la même que celle qu'a employée le PS pour faire passer sa loi à coups de matraque et de 49-3 : il faut répondre à la prétendue « *peur de l'embauche* » des employeurs en leur permettant de nous précariser et de nous faire travailler toujours plus pour toujours moins.

Pour la suite des festivités, les sénateurs ont prévu de revenir sur toutes les très maigres retouches qu'avait bien voulu concéder Valls (indemnités prud'homales, définition du licenciement économique).

Ce passage par le Sénat est l'occasion rêvée pour le PS de clamer haut et fort qu'il s'agit d'un « *texte de gauche* ». Encore une illustration de l'arrogance de ce gouvernement, isolé au Parlement et affaibli par les grèves et les manifestations, qui use de tous les moyens pour faire rentrer la contestation dans le rang. L'idée est donc de crier au loup : le PS serait le rempart contre une droite ultralibérale décomplexée...

À ce jeu, personne n'est dupe. La vision de ce que pourrait être un texte encore pire ne peut que nous faire redoubler d'efforts pour que continuent les grèves et les manifestations jusqu'au retrait total de cette loi travail!

Comité inspection du travail Île-de-France

CGT ET GOUVERNEMENT

Ne pas mettre le doigt dans l'engrenage...

Avec un Valls de plus en plus chaussé en Clemenceau, la haine patronale et gouvernementale se concentre sur la CGT et son secrétaire général Philippe Martinez.

Pas un jour sans que ces attaques ne s'étalent à grand renfort de médias. Une pression qui peut aussi peser sur les positionnements de la centrale syndicale.

Acharnement

C'est ainsi qu'à la veille du match France-Roumanie qui a ouvert l'Euro, des journalistes zélés sont allés chercher une intervention de Martinez au congrès de l'UD CGT du Loiret disant que : « *Je ne suis pas sûr que bloquer les supporters soit la meilleure image que l'on puisse donner de la CGT.* » Déclaration malencontreuse la veille du jour où les cheminotEs préparaient une grève massive, y compris sur la ligne du RER desservant le Stade de France le jour du match France-Roumanie. Une citation qui tournera en boucle l'après-midi et la soirée mais qui a disparu des écrans et des premières pages dès le lendemain.

Depuis, Valls et Hollande ont continué avec acharnement à dénoncer la volonté affichée de la CGT de combattre la loi travail dont ils n'envisagent pas de changer la moindre virgule. Mais le gouvernement est passé à une nouvelle phase avec le honteux amalgame fait entre le caillassage de l'hôpital Necker, la casse de panneaux publicitaires et de devantures de banques, et la riposte légitime du service d'ordre de la CGT face aux attaques des flics.

Le tout sert évidemment d'arguments à la volonté d'interdiction



L'une a le sourire, l'autre pas... DR

des prochaines manifestations. La réponse de l'intersyndicale est claire : les appels à manifester le 23 juin sont maintenus en réponse aux exigences du gouvernement de se limiter à des « *rassemblements statiques* »!

Attention reculs!

Mais ces pressions, ces violentes agressions semblent peser sur les positionnements de l'intersyndicale, et plus particulièrement sur ceux de la CGT. C'est ainsi que l'on peut s'interroger sur le sens des propositions faites par la délégation de la confédération reçue par El Khomri vendredi dernier.

En effet, jusqu'à présent, la juxtaposition de l'exigence du retrait du projet de loi, de la suspension des débats au Parlement ou dernièrement du retrait de la « *colonne*

vertébrale du projet de loi », étaient parfaitement compatibles avec le développement de la mobilisation, tout comme le décorticage des différents articles et la dénonciation même parfois limitée à certains d'entre eux.

Mais les propositions faites dans le cadre du « *code du travail du 21^e siècle* » proposent de limiter les enjeux à « *porter à la discussion les articles du projet de loi qui structurent à eux seuls l'intégralité du texte* », valident des Commissions paritaires régionales interprofessionnelles (CPRI) des Très petites entreprises (TPE), consultatives, instaurées par la loi relative au « *dialogue social et à l'emploi* » de 2015.

Mais, surtout, cela entérine la logique de l'article 2 : « *Les accords d'entreprise seront négociés dans*

les limites fixées par la branche et devront alors être validés par les OS majoritaires. Soit les entreprises souhaitent obtenir des dérogations au cadre fixé par la branche, dans le respect des limites légales. Auquel cas, la demande sera adressée à la Commission de branche, celle-ci devra effectuer un contrôle en légalité mais aussi en opportunité c'est-à-dire vérifier que les concessions réciproques sont équilibrées, que le contexte économique et social justifie une telle dérogation, qu'il n'y a pas d'atteinte à la santé des salariéEs. Pour cela, les membres de la commission de branche doivent avoir accès aux données économiques, pouvoir se faire assister d'experts (création d'un droit d'expertise au niveau de la branche) et disposer d'une assistance juridique en plus de leurs moyens habituels de fonctionnement. » Des gardes-fous administratifs, technocratiques et juridiques, dont on connaît les limites et la précarité...

Ne rien lâcher!

Et en guise de conclusion, une « *refonte totale du code du travail, prévue par le projet de loi, doit procéder de la même articulation* », refonte qui s'inscrit dans le projet de ramener le code plutôt vers le 21^e siècle que vers le 20^e.

Ces propositions qui tendent à effacer les votes du 51^e congrès, ne bénéficient d'aucune légitimité dans la mesure où aucune structure de la confédération (CCN, UD et FD) n'a été sollicitée pour avis. Elles sont en recul sur ce que crient les manifestantEs : « *ni négociable ni amendable, retrait de la loi travail!* », et donnent le sentiment d'une anticipation du déclin du mouvement.

Mais face à un gouvernement qui fait de l'intransigeance et de la répression ses marqueurs, ces propositions pour une reprise du dialogue social ne sont certainement pas la meilleure voie pour le faire reculer.

Robert Pelletier

NOTRE-DAME-DES-LANDES Non, c'est non!

Ce dimanche 26 juin, le gouvernement se livrera à un sondage géant sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Un simulacre de démocratie pour mieux passer en force sur la Zad.

sont que l'ordinaire des relations entre l'État et les capitalistes...

Tromperie sur l'emploi

En face, les opposants sont pragmatiques : piégés par le paravent démocratique, ils font campagne, mais en prévenant d'avance que la Zad ne sera pas évacuée, et l'aéroport ne se fera pas, sondage ou pas. Une mobilisation sans précédent : 25 réunions publiques en un mois et 470 000 tracts distribués.

C'est la tromperie sur l'emploi qui mobilise le plus. Car ce sont bien les promesses de création d'emplois qui font que beaucoup voteront Oui : l'urgence est telle que des grands travaux, se dit-on, ne peuvent être que favorables. Une fausse évidence battue en brèche par les syndicats, Solidaires, FSU, mais surtout la CGT : les travailleurs de l'actuel aéroport, celles et ceux du groupe Vinci, puis toute la CGT locale, se sont exprimés contre le projet au nom de l'emploi. Face à l'urgence du chômage et de la précarité, il nous faut des emplois pour les écoles et les collèges, les hôpitaux et maisons de retraites, l'isolation des logements ou encore pour les transports collectifs (gratuits!). Des emplois utiles au plus grand nombre, des emplois durables,



Samedi 27 février, lors de la manifestation sur la voie rapide Nantes-Quimper, c'était déjà Non! PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

et non un aéroport qui ne servirait que quelques patrons du BTP.

Nous garderons la Zad!

Pour le NPA, ce vote n'est qu'un coup tordu. Nous savons que le seul objectif du gouvernement est de légitimer l'évacuation par la force des occupantEs de la Zad. Il a échoué depuis 2012 à les déloger, malgré sa propagande et la répression contre des « *zadistes* » dont le principal tort est de cultiver leur jardin... et de lui résister.

Que le Oui ou le Non l'emporte, l'État tentera d'évacuer la Zad.

Ce dimanche et après, nous dirons Non. Parce que ce projet est inutile et destructeur. Parce que nous ne croyons pas aux mensonges de l'État et des collectivités locales et encore moins à ceux des groupes capitalistes. Parce que nos emplois valent plus que leurs profits. Parce que la Zad et tout ce qui s'y vit est plus riche d'espoirs que toutes leurs promesses.

Bertrand Achel

USA Tuerie homophobe, intégrisme islamiste et démagogie raciste

Cette tuerie a été perpétrée par un déséquilibré se revendiquant de l'intégrisme islamique et dont l'acte attentat a été revendiqué par Daesh.

La tuerie qui a fait 49 morts et 53 blessés dans une boîte de nuit gay d'Orlando en Floride, Dans la nuit du dimanche 12 juin, a suscité aux USA et dans le monde entier un profond mouvement de solidarité avec la communauté gay.

Instrumentalisation raciste

Cet acte terroriste sème la peur et la haine, contribue au racisme anti-musulman. Il est d'autant plus lâche et révoltant qu'il frappe la communauté gay, désignée comme symbole du mal, et qu'il intervient en pleine campagne électorale alors que le démagogue raciste Trump fait campagne en flattant les pires préjugés. Cette tuerie barbare vient renforcer les justifications mensongères de la barbarie que sèment les USA depuis des décennies au Moyen Orient avec la guerre en Irak et en Afghanistan, et que tous légitiment, même si Trump le fait avec plus d'arrogance...

Le démagogue a donc sauté sur la morbide occasion pour plaider pour une Amérique forteresse et tenter d'incarner la force face à l'indécision prêtée à Obama : « Nous sommes dirigés par un homme qui n'est pas assez dur, ou pas assez intelligent, ou alors il a autre chose en tête. [...] Quand je serai élu, je suspendrai l'immigration en provenance de régions du monde ayant un passé avéré de terrorisme contre les États-Unis, l'Europe ou nos alliés. »

La réaction d'Obama, qui voudrait justifier la guerre sans tomber dans le racisme, est dérisoire : « Face à la violence et la haine, nous nous aimerons les uns les autres. Nous ne céderons pas à la peur ou ne nous tournerons pas les uns contre les autres. » Hillary Clinton joue dans le même registre, vantant les atouts d'une société « ouverte et diverse qui nous rend plus forts et plus résistants à la

ATTENTAT MEURTRIER A ORLANDO



radicalisation». Une ouverture qui ne va pas jusqu'à condamner la guerre, pas plus que celle de Bernie Sanders : « C'était un acte terroriste commis par un sympathisant de Daesh. Cette organisation méprisante et barbare doit être détruite. »

Une société malade

La question des armes à feu a de nouveau surgi. « Ce massacre nous rappelle une nouvelle fois à quel point il est facile de se procurer une arme et de s'attaquer à une école, un lieu de culte, un cinéma ou une boîte de

nuit. Il nous revient de décider si c'est le genre de pays que nous voulons être », a déclaré Obama rappelant l'échec de sa réforme du contrôle des armes à feu. « Les armes de guerre n'ont pas leur place dans nos rues », répète impuissante Hillary Clinton, alors que le fusil semi-automatique AR-15 qui a été utilisé, avant Orlando, à San Bernardino comme dans l'école Sandy Hook, est en vente libre... Là encore, des propos lénifiants incapables de s'opposer à la démagogie de Trump qui promet d'abroger « dès la première heure de [son] entrée

en fonction » les décrets signés par Barack Obama sur le renforcement des réglementations. Pour lui, « le deuxième amendement de la Constitution est clair. Le droit du peuple de posséder une arme ne doit pas être transgressé »...

Pas un moment les candidats à la Maison blanche ne se sont interrogés sur le fait que l'auteur du massacre de Floride était né aux États-Unis, que c'est bien leur société d'exploitation et d'oppression qui engendre cette haine qui peut déboucher sur la folie meurtrière. De tels massacres de masse ont lieu quasi quotidiennement aux USA, même s'ils sont moins meurtriers. C'est aussi cette société qui secrète l'homophobie, en particulier toutes les religions. Trump, dont la démagogie vise à attirer les suffrages de la fraction la plus réactionnaire de l'électorat, s'est d'ailleurs bien gardé de dénoncer le fait que ce soit la communauté gay qui était frappée, car son électorat ultra-religieux et conservateur est lui aussi le plus souvent homophobe.

Cet attentat monstrueux est d'abord une mise en accusation de la société capitaliste, de ses guerres comme de la misère morale, sociale, qu'elle engendre. Cette violence meurtrière est d'autant plus abjecte qu'elle permet aux classes dominantes et à leurs politiciens, les responsables du chaos qui engendre une telle violence, de justifier leur politique criminelle et de prétendre défendre la sécurité de la population.

Yvan Lemaître

ÉLECTIONS MUNICIPALES EN ITALIE Une rude défaite pour le parti de gouvernement



Virginia Raggi, maire de Rome. Et maintenant? DR

Le second tour des élections municipales du 19 juin a constitué une rude défaite pour le parti du gouvernement, le PD, et son chef Renzi. Le mouvement 5 étoiles (M5S) a gagné deux villes fondamentales du pays, Rome, la capitale, et Turin, la plus grande cité industrielle du pays.

La candidate du M5S à Rome, Virginia Raggi, obtient une victoire écrasante, recueillant 300 000 voix de plus qu'au premier tour, capitalisant sur elle toute l'opposition au candidat du PD Giachetti et à son parrain Renzi, et réalisant des scores très élevés dans les quartiers les plus populaires.

À Turin, malgré l'appui de tous les pouvoirs forts de la ville (de la Fiat à la Banca Intesa San Paolo) au candidat du PD et maire sortant Piero Fassino, Chiara Appendino du M5S polarise l'énorme mal-être social de la ville aux très forts taux de chômage chez les travailleurs et de larges secteurs de la petite bourgeoisie appauvrie, en arrivant quasiment à doubler les voix et donc à un succès très net dans les banlieues populaires. Les bons résultats des candidats PD à Bologne et Milan ne parviennent pas à atténuer la défaite globale, parce qu'ils ne font que reconformer les voix du premier tour et qu'ils sont obtenus face à une droite à son tour en difficulté. De plus, dans beaucoup de villes de tailles moyennes, ce sont des coalitions de centre-droit ou le M5S qui ont gagné quand il y avait ballottage.

Naples, l'exception anti-austérité

Le succès du M5S s'appuie sur un fort soutien aux thèmes de l'honnêteté, contre la classe politique, mais aussi en avançant de temps à autre des objectifs soit plus sociaux, de « gauche », soit plus ambigus, soit de droite afin de couvrir un large spectre politique. Cette démarche correspond à sa nature interclassiste.

Sa victoire se combine aussi avec les lourds échecs au premier tour des élections des forces de la gauche qui paient ainsi le prix de leurs choix dans un passé récent et qui remettent en question leurs programmes. Le cas de Naples constitue un cas particulier : la grande victoire de De Magistris, maire sortant, sur le candidat de la droite, avec un PD exclu du second tour, est l'expression d'une coalition nettement à gauche et représente une défaite des camps politiques qui se sont succédé au gouvernement ces 25 dernières années. Cette coalition et ce maire s'appuient sur une opposition radicale aux politiques d'austérité, sur des liens forts avec les mouvements sociaux et les luttes, et sur une unité dans le respect des diversités. De Magistris a souligné que sa victoire avait été obtenue contre le PD, contre la droite et contre le M5S.

Enfin, ces élections montrent aux classes dominantes la fragilité d'un cadre institutionnel conçu pour gérer le bipartisme de l'austérité (entre centre-gauche et centre-droit), cadre désormais en crise et qui, loin d'empêcher les surprises et les incidents politiques, pourrait les faciliter. La nouvelle loi électorale, l'Italicum, pourtant tellement vantée, pourrait revenir en boomerang contre la stabilité institutionnelle, et le référendum sur la contre-réforme institutionnelle anti-démocratique, que Renzi espérait facilement gagner cet automne, devient un peu plus difficile pour le Premier ministre...

De Rome, Franco Turigliatto (traduit par Agatha)

ÉTAT ESPAGNOL 26 juin : deuxième round électoral

Après le 0-0 « technique » concernant le nombre de sièges obtenus par le PP, le PSOE, Podemos et Ciudadanos (Cs) aux élections du 20 décembre dernier, ce qui pour la première fois dans l'histoire politique espagnole a entraîné l'impossibilité de former un gouvernement, il y aura donc de nouvelles élections ce dimanche 26 juin. De plus, étant donné le système électoral, IU (Izquierda Unida), avec un million de voix, n'avait obtenu que deux députés...

Tant Podemos qu'IU ont pris note et ont conclu que beaucoup de sièges ont été perdus à gauche parce qu'ils s'étaient présentés séparément : il fallait donc se rassembler électoralement. La principale nouveauté du 26 juin est donc la présentation de la coalition Unidos Podemos (UP), produit de l'accord de ces deux formations et de la convergence de forces catalanes autour de la maire de Barcelone Ada Colau, des Mareas de Galicia et Compromís à Valence. Tout cela a engendré d'importants espoirs dans la gauche sociale et électorale. D'un côté, le vote pour la coalition apparaît comme le vote utile pour virer le PP du gouvernement. D'autre part, malgré l'opposition à cet accord électoral du secteur populiste – disciples de Laclau et Mouffe – dans la direction de Podemos et des réticences des secteurs les plus conservateurs d'IU, tant chez les militants que dans les secteurs proches se réalisent des formes d'unité d'action sur la base de la campagne, débordant le seul accord « au sommet ». Si les prévisions des sondages électoraux se réalisaient, le PP obtiendrait



Pablo Iglesias de Podemos et Alberto Garçon d'IU. Et après ce 26 juin? DR

28,9% de voix, suivi d'Unidos Podemos qui, avec 24,8%, dépasserait le PSOE et ses 20,4% et Cs, le nouveau parti néolibéral, à 14,4%. Les pronostics pour les partis nationalistes seraient les mêmes, et il faut remarquer qu'Unidos Podemos pourrait l'emporter au Pays basque (fait sans précédent), en Catalogne, dans les îles Baléares et à Valence.

Des trous dans le programme...

La première conséquence serait, si les résultats correspondaient à ces prévisions, une nouvelle fois la difficulté à former un gouvernement, ce qui a amené les élites financières à

réclamer un gouvernement de grande coalition des forces qui soutiennent la Constitution de 1978 (PP, PSOE et Cs). La deuxième est que si Unidos Podemos a plus de voix et de sièges que le PSOE, la crise interne socialiste s'approfondira et aura des conséquences imprévisibles.

Unidos Podemos (UP) présente un programme antilibéral avec d'importants manques (par exemple, un traitement timide de la restructuration et du non-paiement de la dette publique) et qui laisse au second plan l'exigence de nouveaux processus vers une nouvelle Constitution. Cependant, aux yeux de la majorité,

UP représente le pôle électoral antagonique et alternatif aux politiques d'austérité et autoritaires du PP. Expression du degré de nervosité du PP, des médias et des principaux chefs d'entreprise, ceux-ci recourent à la peur pour contrer UP. Le « modéré » ministre des Affaires étrangères José Manuel Margallo vient de déclarer à la chaîne de télé La Sexta : « Moi, qui suis un démocrate de toujours et qui ai toujours cru au pouvoir du bulletin de vote, je dis qu'il y a des fois où les électeurs se trompent. Je voudrais rappeler que M. Adolf Hitler est devenu chancelier du Reich en passant de 12 à 107 sièges »...

Au cours d'une campagne avec peu de débats et semée d'affirmations contradictoires et ambiguës de Pablo Iglesias, le sentiment populaire est que la victoire s'approche, et qu'il se formera un gouvernement de gauche cette fois ou la suivante. Un gouvernement difficile à former aux vus des résultats attendus dimanche, et qui s'il se formait, pourrait difficilement être qualifié de gauche puisque le PSOE continue à s'enfermer dans la logique du Pacte de stabilité. Ce qui est par contre sûr, c'est que le peuple de gauche sortira renforcé des élections et que de nouvelles tâches s'ouvrent pour Anticapitalistas dès le 27 juin : avancer dans l'unité pour la prise de pouvoir par le peuple.

De Séville, Manuel Gari (traduit par Monica Casanova)



LOI TRAVAIL

Des pistes pour la mobilisation

Un état d'urgence sous un gouvernement de gauche, un mouvement qui démarre d'une pétition, quatre mois de luttes et de manifestations... La mobilisation contre la loi travail a ouvert ou repris les débats sur le plus court chemin menant au retrait d'une loi de régression. Un vent nouveau a soufflé après l'occupation des rues par la droite et l'extrême droite. Des pistes ont été ouvertes mais le débat doit se poursuivre pour construire une mobilisation victorieuse. Ce dossier n'a d'autre prétention que d'y aider.

PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

RÊVE GÉNÉRALE

Comme dans tout mouvement social qui s'inscrit dans la durée et couvre un champ revendicatif large, la question de la généralisation de la grève a été largement débattue tout au long de la mobilisation contre la loi travail...

À la fois comme tactique propre à élargir le mouvement et comme moyen de faire reculer un gouvernement qui s'est tout entier arc-bouté sur un texte emblématique d'un choix de société, d'un choix de classe.

Aux origines

Le 9 août 1888, Joseph Tortelier prend la parole lors d'une grève des terrassiers : « Ce n'est que par la grève universelle que l'ouvrier créera une société nouvelle, dans laquelle on ne trouvera plus de tyrans ». Depuis 1890, le 1^{er} Mai était une journée de grève générale pour la journée de 8 heures de travail, et, lors de son congrès de fondation de 1895, la CGT en fait un de ses objectifs gravé dans le marbre de la Charte d'Amiens de 1906 : « [Le syndicalisme] prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale. »

Pour Victor Griffuelhes, secrétaire général de la CGT, « la grève est pour nous nécessaire parce qu'elle frappe l'adversaire, stimule l'ouvrier, l'éduque, l'aguerrit, le rend fort, par l'effort donné et soutenu, lui apprend la pratique de la solidarité et le prépare à des mouvements généraux devant englober tout ou partie de la classe ouvrière ». En 1908, la CGT s'en tenait à la formule : « au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire ». Dans les faits,



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

cela se résoudra en ralliement de la CGT à l'Union sacrée...

Instrumentalisation

Les tentatives de grève générale de 1919 et 1920 engendrent, dans la CGT et le jeune Parti communiste, des interrogations sur le rôle et la place de la grève dans leur stratégie, avec des évolutions distinctes après la scission CGT/CGT-U. Pour la CGT « réformiste », la grève est un moyen pour peser pour une intervention de l'État, tandis que pour la CGT-U stalinisée, elle devient un instrument de la politique du PC, fait de zigzags allant du « gauchisme » au Front populaire.

Cette instrumentalisation, renforcée après la guerre du fait de la place prise par le PCF, conduit à l'organisation de journées ponctuelles de débrayages et de manifestations interprofessionnelles. La grève générale n'est plus conçue comme une grève insurrectionnelle devant accoucher du « grand soir ». Elle est d'abord destinée à servir de point d'appui pour établir un rapport de forces dans les négociations avec le patronat et le gouvernement, ou pour prolonger l'action politique du Parti communiste par des mobilisations de masse dans les entreprises et dans la rue.

En 1968, le 13 mai, première journée de grève générale, est appelé par l'intersyndicale contre la répression des mobilisations étudiantes. La

reconduction de la grève est décidée dans certaines usines, alors même que les directions n'avaient pas envisagé de suites à cette journée. La claire dimension politique d'affrontement avec le pouvoir gaulliste (« 10 ans ça suffit ! », meeting de Charléty) sera étouffée par la CGT par le refus de l'auto-organisation, l'antigauchisme virulent et les négociations de Grenelle.

Un débat relancé

Force ouvrière, originairement opposé à la politisation des grèves, modifie son approche après la perte de sa position d'interlocutrice privilégiée du patronat et du gouvernement au profit de la CFDT. Depuis 1995, avec l'appréciation que les négociations ne visent plus à produire du progrès social mais à imposer des reculs sociaux, FO s'est engagée au côté de la CGT dans le mouvement contre le projet de réforme de la Sécurité sociale et contre les réformes successives des retraites.

Solidaires rejoint les deux centrales en reprenant des postures du syndicalisme révolutionnaire, tandis que la FSU s'aligne sur la CGT. Après avoir pris ses distances avec le PCF, interpellée en interne sur les journées de grève sans lendemain et la stratégie du « syndicalisme rassemblé », sortant à grand peine d'une crise interne sans précédent, la direction de la CGT reste tiraillée entre le refus de la marginalisation dans le cadre du dialogue social et l'affirmation d'un syndicalisme « lutte de classe ». Rappelant que, selon la formule consacrée, cela « ne se décrète pas », Martinez expliquait le 28 avril dernier, devant le mouvement Nuit debout, que « dans les entreprises, appeler à la grève reconductible, c'est plus compliqué. Il faut user de la salive pour aller convaincre les salariés »...
Robert Pelletier

QUAND LA GRÈVE DOIT APPARTENIR AUX GRÉVISTES

Ces comités ont tous été proposés dans les assemblées générales, ils en sont l'émanation. Il s'agit de permettre aux grévistes de tendre à terme vers le contrôle de la grève par eux-mêmes, en permettant à tout un chacun d'y participer. L'idée est simple : si ce sont les syndicats qui appellent à la grève, celle-ci doit appartenir aux grévistes. Il ne s'agit donc pas d'une énième structure qui viendrait s'ajouter aux syndicats déjà existants mais d'un début d'auto-organisation à la base des « militants de la grève ». Nous n'en sommes pas là, mais disons-le d'emblée : nous considérons qu'à terme, la forme la plus démocratique qu'on puisse donner à la direction de la lutte est celle d'un comité de grève, élu par l'ensemble des grévistes, qu'ils soient syndiqués ou non, et qui se soumet démocratiquement aux décisions des assemblées générales de grévistes.

Sur Paris, le premier comité s'est mis en place gare d'Austerlitz, et cela a « aidé » les autres à se lancer. Sur Paris-Est par exemple, le comité de mobilisation s'est créé

Lors de la grève à la SNCF, notamment sur Paris, se sont mis en place des comités émanant des assemblées générales. Peu importe le nom que se donnent ces structures : comité de grève, bureau d'organisation de la grève ou comité de mobilisation, ils sont, malgré leurs limites, un apport essentiel au mouvement.

suite à l'appel de Sud Rail à la grève reconductible le mercredi 18 mai. Bien qu'ayant un côté informel, il n'y a pas eu par exemple d'élection du comité de grève, celui-ci s'est réuni plus ou moins tous les jours, avec en moyenne entre 10 et 20 participants, syndiqués (CGT, Sud, FO) et non-syndiqués, et bénéficiant de la logistique du syndicat Sud Rail.

Une école « supérieure » de la grève...

Mais les propositions que le comité a soumises aux AG ont entraîné bien plus de cheminots. Ses premières tâches furent d'écrire des tracts à destination des cheminots et des usagers. Ces tracts (ou motions) sont soumis à l'assemblée générale quotidienne et permettent de discuter de la politique défendue dans la grève : inscrire notre mouvement dans la lutte contre la loi travail, le maintien et l'extension des conditions de travail des



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

cheminots de la SNCF à l'ensemble des travailleurs du rail, etc. Une fois fait, il faut organiser des tournées interservices en direction des cheminots travaillant encore. Il s'agit là d'une démarche importante visant à briser la routine qui veut que, dans l'entreprise, chaque métier est bien séparé des autres, et que certains cheminots ne se croisent jamais, voire s'ignorent. Ainsi, une trentaine de cheminots, dont de nombreux conducteurs

de train, sont intervenus dans un atelier du matériel à Noisy pour y distribuer un tract du comité et y faire une prise de parole, entraînant plusieurs collègues dans la grève le lendemain. Des tracts à destination des usagers ont été tirés à plusieurs milliers d'exemplaires, permettant aussi aux grévistes (comme la caisse de grève) de se rendre compte de la popularité du mouvement, cela contrairement au matraquage médiatique...

Enfin, le comité a proposé aux assemblées générales des actions « interpro », comme l'envoi d'une délégation de cheminots à la raffinerie de Grand-Puits ou la participation à une manifestation dans l'aérogare de Roissy. La CGT a également invité une délégation d'une trentaine de collègues de la RATP, permettant des échanges fraternels autour du barbecue. Le lien essentiel avec les autres gares parisiennes (ou des comités similaires se sont mis en place), s'est fait à travers des « réunions intergares » régulières. Celles-ci ont notamment organisé des cortèges de gares dans les manifs avec leurs propres banderoles et animations.

Ces expériences sont essentielles, elles sont une école « supérieure » de la grève, la rendent « vivante », aident à rendre plus sûrs, plus confiants. Un acquis pour le mouvement présent... et ceux à venir !
Basile Pot

LE MOUVEMENT

Rencontrant le ministre du syndicaliste : faire des « représentants de l'appareil du mouvement qui se fixe, lui,

C'est bien pourquoi ce dernier a depuis le début pris une dimension politique.

Des premiers pas très politiques

Et cela dès ses premiers pas quand la mobilisation de la jeunesse combinée à la pétition lancée par Caroline De Haas a bousculé le calendrier du dialogue social. La jeunesse a rythmé le début de la mobilisation, débordant l'intersyndicale. Les organisations de jeunesse, réunies à l'initiative des secteurs les plus militants et combattifs, ont appelé à bloquer facs et lycées et à manifester le 9 mars, jour où la loi devait être présentée au conseil des ministres. Les premières manifestations de jeunes et de très jeunes ont donné l'impulsion, engageant la lutte sur un terrain qui rompait avec la routine des journées d'action. Dans la foulée, Nuit debout a contribué à la politisation en portant le débat au

NUIT DEBOUT: TIRER LES BILANS POUR RECOMMENCER?

La mobilisation a été marquée par le mouvement Nuit debout, avec ses occupations de places, en particulier place de la République à Paris mais aussi dans de nombreuses autres villes. Le mouvement a fait écho aux dernières luttes internationales qui ont allié occupations de places et mobilisation de masse, comme à Tahrir ou comme le mouvement des Indignés.

La place de la République paraît étrangement vide, le mouvement Nuit debout n'aura pas résisté à la répression policière ni au manque de perspectives... Pourtant s'il n'a pas réussi à trouver les bonnes réponses, il a posé les bonnes questions.

Organiser les précaires

Les médias voulaient nous faire croire à un public « bobo » ou petit-bourgeois, pour décrédibiliser ce mouvement : un public de privilégiés qui se battraient contre une loi qui ne les concerne pas. La réalité en était bien éloignée. Si le mouvement était largement composé de personnes ayant fait des études, ils étaient aussi majoritairement des précaires, chômeurEs, des salariéEs d'endroits peu ou pas syndicalisés comme des salariéEs de PME, des fast-food, du commerce¹.

Car oui, les plus concernés par la loi sont aussi celles et ceux pour qui c'est le plus difficile de se battre, de faire grève : ce sont les oubliés du mouvement ouvrier traditionnel, et pourtant ils n'en font pas moins partie. Ils sont une fraction de la classe ouvrière : la plus atomisée. Nuit debout a pu permettre de s'organiser, de tenter de répondre à la question de comment relever la tête pour toute une génération de travailleurEs précaires, de chômeurEs, etc.

Faire converger les luttes

L'idée de Nuit debout était aussi de faire converger nos luttes. Ainsi, Nuit debout posait la question de faire converger les secteurs en lutte, en ayant un endroit pour discuter de la question de la grève, de son



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

extension, de sa reconduction... de la grève générale! Mais il s'agissait aussi de faire converger toutes les luttes : celles des migrantEs, écologistes, féministes, LGBTI, pour le droit au logement...

Nuit debout allait plus loin que le mouvement lui-même : il ne fallait pas seulement faire tomber la loi travail mais aussi le « monde » qui l'avait engendrée. Si des convergences exemplaires ont pu émerger, cela est resté trop partiel, et avec une difficulté de taille : il n'y avait pas à ce moment-là de secteurs en lutte, dans le sens d'une grève majoritaire reconductible.

S'auto-organiser pour construire une autre société

Enfin, la question de l'auto-organisation était au centre du mouvement. Décider par nous-mêmes, occuper les places publiques pour faire de la politique, poser la question de la démocratie directe, de la démocratie de la rue plutôt que la

pseudo-démocratie parlementaire... Toutes ces questions se sont posées dans Nuit debout pour comprendre que s'auto-organiser permettait de construire une autre société, où la majorité déciderait pour elle-même. Pourtant, nous nous sommes arrêtés à mi-chemin, paralysés par de nouvelles méthodes de démocratie pas vraiment plus démocratiques, sans arriver à entraîner la majorité vers l'action. Car pour construire une autre société, il nous faudra renverser ce système, ce qui commence par une grève massive et reconductible... et par dégager ce gouvernement.

Ce que nous avons acquis, les réflexes que nous avons pris dans ce mouvement ne pourront pas nous être retirés, et il faudra recommencer – encore et encore – pour faire émerger une autre société.

Mimosa Effe

1 – <https://reporterre.net/Qui-vient-a-Nuit-debout-Des-sociologues-repondent>

BOUCHES-DU-RHÔNE: ACTION(S) AU QUOTIDIEN!

Dès le 20 mai, les premières actions de blocage sont organisées et se coordonnent. Ainsi, un matin, dès 4 heures, les principaux axes routiers de la ZI de Fos sont fortement perturbés. Pas moins de 4 barrages filtrants : territoriaux CGT, portuaires, pétrochimie, routiers... Le nombre de militantEs est à chaque fois saisissant, le sentiment de force gagne les troupes, et l'accueil des automobilistes, pourtant parfois coincés plus de 2 heures, est bon. Les syndicalistes de la CGT sont une majorité écrasante.

La pétrochimie allume la mèche

Sur la ZI, la situation se durcit d'un coup : les portuaires en charge des pétroliers entrent en reconductible, les raffineries votent l'arrêt. Après s'être « comptés » lors des premières actions, c'est l'ensemble du 13 qui s'active. Lundi 22 mai, à 2 heures du matin, nous sommes plus de 500 devant l'UL de Fos pour installer le blocage de DPF (Dépôt pétrolier de France). À 4 h 30 le lendemain, les CRS chargent : 200 personnes refluent vers la maison des syndicats. Mais la levée du piquet ne semble pas suffire : l'UL est prise pour cible, canon à eau et grenades lacrymogènes pleuvent sur les militants retranchés, des drones survolent les rues avoisinantes pour traquer celles et ceux qui se seraient échappés... Erreur fondamentale du préfet : loin de terroriser, cet acte hallucinant galvanise tout le monde!

Réponse immédiate

Dans toute la zone, on débraie (métallurgie, chimie...), les militantEs se rassemblent. Le dispositif policier est énorme : des dizaines de cars de CRS et gendarmes mobiles, des canons à eau... À 6 heures cependant, un

Dès le début du mouvement, les ZI des Bouches-du-Rhône ont été le terrain d'actions d'envergure, interprofessionnelles et intersyndicales. Pétrochimie, déchets... Chronique d'un mouvement qui se construit, dans la solidarité mais également dans la détermination politique.

nouveau blocage des accès routiers est installé. En moins d'une heure, il sera dégagé à coups de gaz et de matraque. Nouveau rendez-vous donné devant une raffinerie à 8 heures. Une marée bleue charge les manifestantEs : tout le monde se replie à l'UL de Martigues. 10 h 30, une manif sauvage de quelques centaines de personnes prend la direction du commissariat. Le dispositif policier nasse encore. Les femmes passent alors en tête, faisant reculer les CRS! À compter de ce matin-là, Fos vivra en état de siège : 2 à 3 cars de CRS stationnés à chaque rond-point, les accès à DPF filtrés jour et nuit...

Deux semaines d'actions ininterrompues

Tous les matins, les rendez-vous s'enchaînent : 4 heures ici à un barrage filtrant, 3 heures là à un péage devenu gratuit, comme à Lançon à l'initiative des militantEs CGT Santé... Le nombre ne cesse de croître, jusqu'au jeudi 26 mai, journée nationale d'action. À 6 heures, un millier de personnes sont rassemblées à Vitrolles. Un barrage filtrant est prévu sur une zone logistique. Vu le nombre, un second barrage est décidé. L'accueil est toujours excellent, l'ambiance franchement joviale. Oui, mais voilà, la veille, tous les médias ont repris en boucle les attaques gouvernementales contre les « terroristes » de la CGT... Des mots graves qui s'imprègnent dans les têtes. À 9 h 30, un routier fonce sur le piquet renversant deux camarades. Le choc passé,

direction Fos, où une manifestation se tient en réponse aux violences policières. La mobilisation est incroyable : jamais nous ne fûmes si nombreux dans cette ville de 16 000 habitantEs. Lorsque les 6 000 manifestantEs s'arrêtent face aux CRS qui gardent DPF, c'est clair : nous sommes plus forts! Prises de parole sans appel : on continue jusqu'au retrait! C'est alors qu'un jeune excité foncera sur la foule en train de se disperser et enverra un camarade dans le coma...

Du pétrole aux déchets

Valls ne veut rien lâcher? Nous non plus! C'est au tour des déchets d'entrer dans le mouvement. Le 8 juin au matin, plusieurs centaines de véhicules partent vers l'incinérateur de Marseille implanté à Fos. Les salariéEs de l'équipe du matin votent la grève à 100%. Leur sortie de l'usine, saluée chaleureusement par les centaines de camarades présents, restera gravée dans les mémoires... Les équipes suivantes et même les cadres de la CGC les rejoignent. Rapidement, d'autres sites du secteur suivent. Seuls les éboueurs de Marseille, très largement syndiqués FO (dont Gaudin est membre d'honneur!) continueront le travail...

La CGT du département a appelé à deux jours de grève générale les 23 et 24 juin. Une chose est claire : le rapport de forces a changé, les militantEs ont retrouvé le chemin de la mobilisation, et la position reste ferme : retrait de la loi travail! **Véro du NPA 13**

EMENT AU CŒUR DE LA POLITIQUE

Travail vendredi 17 juin, Martinez a joué ce qu'il considère être son rôle de « propositions » au gouvernement et aux parlementaires. Ce faisant, il agissait comme de la CGT, interlocuteur du gouvernement, non en tant que porte-parole d'un objectif d'imposer le retrait pur et simple de la loi...

niveau de la contestation globale du système.

Ses adversaires le politisent

C'est bien le gouvernement qui a été le principal facteur de politisation, montrant la vanité de leur démocratie parlementaire par son recours au 49-3, et situant la confrontation comme un affrontement direct avec l'État et sa police.

La question sociale s'est imposée comme la question politique déterminante au regard de laquelle le PS a été disqualifié, comme l'ensemble du personnel politique de la bourgeoisie. Ils ont tous affiché la même hargne anti-ouvrière et antidémocratique, leur différence se résumant à des surenchères. La lutte a jeté un éclairage nouveau sur le « monde » de la loi travail. Des centaines de milliers de jeunes s'éveillant à la lutte de classe ont fait l'expérience de la violence d'État ainsi que les salariéEs, syndicalistes

ou non, dont certains participent à leurs premières manifestations, leurs premières grèves.

Elle a ainsi posé à un large niveau la question de fond, celle de la séparation avec l'État du Medef!

Faire notre politique

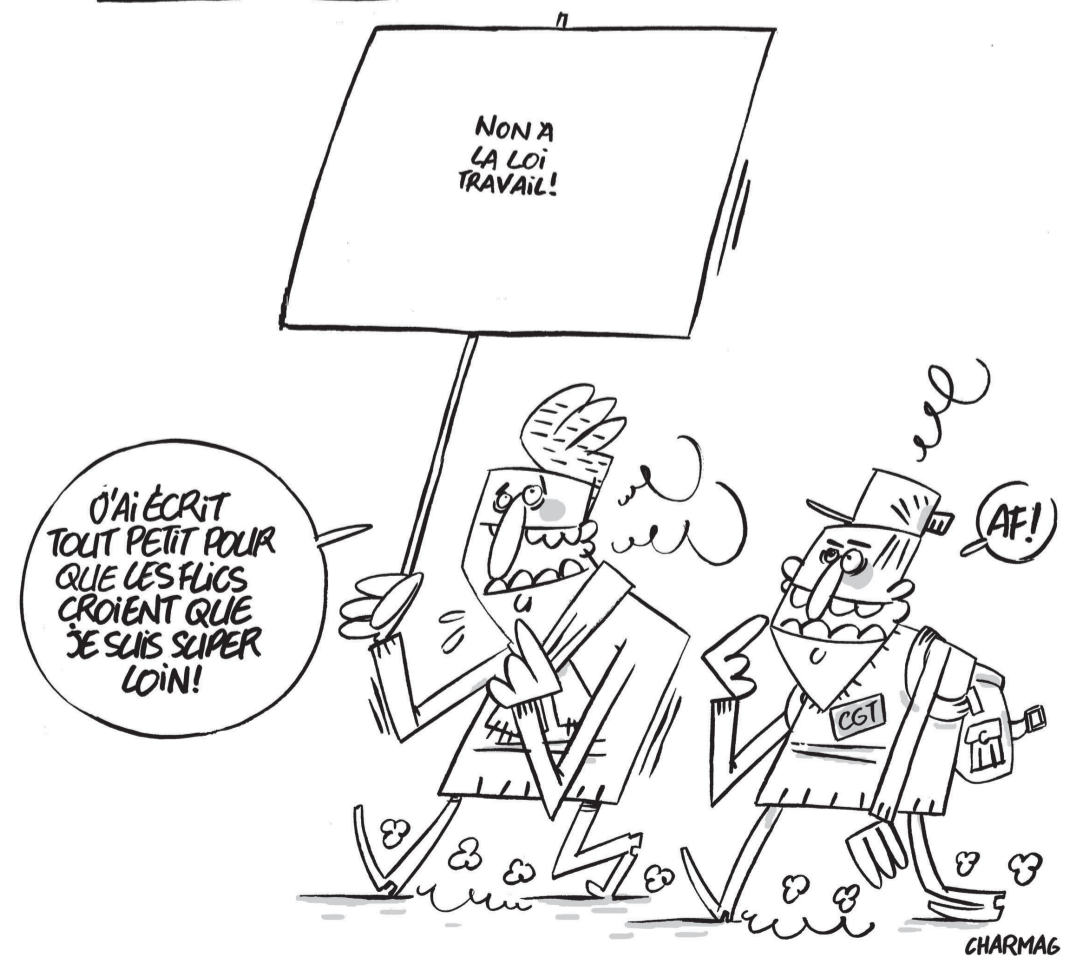
La classe ouvrière a commencé à se réapproprier le terrain politique. À travers le mouvement, elle pose ses revendications parfois sur des revendications spécifiques ou directement contre la loi travail : autant de jalons vers la généralisation de la grève qui ne peut se faire par en haut, par l'incantation, mais bien par la politisation des luttes qui accompagnent leur convergence pour déboucher sur l'affrontement avec l'État.

Cette politisation, c'est la transformation des consciences de la minorité qui s'est engagée dans la bataille. Elle s'est aussi exprimée dans la volonté de « démissionner »

Valls et son gouvernement, exigence qui pose bien plus de problèmes qu'elle n'en résout. Il ne suffit pas de changer de gouvernement pour imposer la séparation du Medef et de l'État impossible dans le cadre du système. Pas plus qu'il ne suffit de voter pour faire barrage à la montée de la droite et de l'extrême droite. Dégager les enseignements du mouvement jusqu'au bout, c'est prendre conscience que tout dépend de l'intervention directe des travailleurs, de la jeunesse. Toutes les grandes questions sont à nouveau mises sur le tapis : l'État, l'organisation de la société, la propriété privée capitaliste, comment changer le monde... Les réponses passent toutes par la prise en main de leurs propres affaires par les exploités et les opprimés eux-mêmes faisant leur propre politique contre les classes dominantes et leur État.

Yvan Lemaitre

L'IMAGINATION AU POUVOIR



EDF Le démantèlement des centrales nucléaires reporté aux calendes grecques



Fessenheim, jusqu'à quand ? DR

Alors que la réglementation française prévoit une déconstruction des centrales arrêtées « dans un délai aussi court que possible », EDF a demandé à l'ASN de reporter le démantèlement... de 60 ans !

La raison technique invoquée confirme ce que nous savions déjà : les nucléocrates ne savent pas comment démanteler une centrale. Alors qu'EDF prévoyait d'opérer « sous eau » (l'eau étant supposée protéger des radiations), l'entreprise change son fusil d'épaule et voudrait maintenant démanteler « sous air ». Mais il lui faudrait étudier cette nouvelle technique pendant dix ans, puis l'expérimenter sur la centrale de Chinon, avant de la généraliser aux autres centrales, ce qui nous amène au 22^e siècle, soit 150 ans après leur construction. Résumons, EDF et AREVA ne sont pas en capacité de construire une centrale (voir les problèmes des EPR finlandais et de Flamanville), la seule solution qui a été trouvée pour la gestion des déchets radioactifs est de rendre la Meuse invivable à jamais. Et EDF propose maintenant de repousser le démantèlement des centrales et donc son financement aux générations futures.

À Fessenheim, la farce mortifère continue

EDF refuse maintenant de fermer la plus vieille centrale en activité de France, cela en protestation du montant, jugé trop faible, de la compensation proposée par Ségolène Royal. Pourtant, lors de sa construction, l'amortissement de la centrale avait été calculé sur 20 ans et la durée d'exploitation prévue était de 30 ans. Faut-il aussi mentionner que cette centrale est en zone sismique et inondable ? La seule concession accordée par Hollande à EÉLV ne sera donc pas tenue... EDF, entreprise publique détenue à 85% par l'État, se rebelle en attendant que la droite, encore plus pro-nucléaire que le PS, reprenne le pouvoir. Pendant ce temps, les risques augmentent du fait de la vétusté des installations, de la « perte de mémoire » des salariés, aggravée par le recours systématique à la sous-traitance par EDF.

Coup sur coup, ces deux annonces par EDF et l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) viennent justifier notre exigence de socialisation totale de l'énergie. Il est temps d'arrêter le massacre et d'imposer notre révolution énergétique.

Commission nationale écologie

Voir le rapport de l'ASN : <http://www.asn.fr/Informations/Actualites/Demantèlement-des-centrales-nucléaires-de-première-génération>

SANTÉ « Bien placé, un cancer peut rapporter jusqu'à 120 000 euros »

La nouvelle campagne d'affichage de Médecins du Monde (Mdm) sur le prix de la vie vient d'être censurée...

« Un milliard d'euros de bénéfices, l'hépatite C on en vit très bien »,

« Une leucémie, c'est en moyenne 20 000% de marge brute », ou encore « Le mélanome, c'est quoi exactement ? C'est quatre milliards de chiffre d'affaires »... Voilà des affiches de Médecins du Monde que vous ne pourrez pas voir sur les murs des villes ou des métros. Cette campagne d'affichage a en effet été censurée par l'Autorité professionnelle de régulation de la publicité qui jugeait qu'elle pourrait nuire aux laboratoires pharmaceutiques en soulignant « le risque de réactions négatives (...) de la part des représentants de l'industrie pharmaceutique. En effet, les entreprises ainsi mises en cause pourraient estimer qu'une telle campagne porte atteinte à leur image, leur cause un grave préjudice, et décider d'agir en ce sens. » Quand on sait que le budget communication de l'industrie pharmaceutique se monte à 25 000 euros par an et par médecin, oui, 25 000 euros, on comprend le poids de la menace !

« Est-ce au marché de faire la loi ? »

Aussi Médecins du Monde a décidé de faire campagne sur le net et de mettre en ligne une pétition¹ qui interpelle le ministère de la Santé sur le prix indécent des nouveaux médicaments. En effet, en France, les prix des médicaments ne sont pas libres, ils sont le fruit d'une très opaque négociation entre le gouvernement et l'industrie pharmaceutique à travers un Comité économique des produits de santé (CEPS)...

La pétition dénonce « les marges colossales et révoltantes sur les traitements des malades » et pose une question simple à la ministre : « Quand il s'agit de santé, est-ce à l'État ? », en lui demandant « d'user de tous les moyens juridiques et politiques en votre pouvoir, afin



de faire baisser drastiquement le prix des médicaments innovants. Notre santé en dépend ».

La présidente de Mdm, Françoise Sivignon, dénonce ainsi le prix du Sofosbuvir, le premier antiviral à action directe efficace contre l'hépatite C. Le coût d'un traitement se chiffre à « près de 41 000 euros ». 200 000 malades en « auraient besoin »... mais seulement 30 000 sont sous traitement. Alors qu'une équipe de chercheurs de Liverpool a estimé que le coût de production du Sofosbuvir ne s'élevait qu'à 75 euros pour les trois mois de traitement nécessaires, un prix de vente de 41 000 euros annuel, c'est 400 fois plus cher ! Depuis plusieurs années, le prix des médicaments est en constante augmentation : le Keytruda contre le mélanome est vendu plus de 100 000 euros

par patient, le Glivec pour soigner la leucémie 40 000 euros par an et par patient.

Coûteux et peu de bénéfices thérapeutiques ?

En mars déjà, 110 oncologues lançaient un appel contre l'explosion du coût des nouveaux anticancéreux, dont certains offrent aux malades un espoir de survie plus longue et une meilleure qualité de vie. Pourtant, le coût exorbitant de ces innovations risque fort de compromettre ces espoirs, en limitant fortement leur possible utilisation. En une quinzaine d'années, le prix moyen des traitements a bondi de 10 000 à plus de 120 000 euros par patient et par an. Une explosion d'autant plus injustifiée que le coût de leur recherche et développement a, lui, diminué ! Et d'ailleurs depuis les 20 dernières années, 74% des médicaments mis sur le marché n'apportent que peu de bénéfices thérapeutiques selon Mdm.

Les pistes immédiates avancées par Mdm ou l'appel des 110 oncologues sont les mêmes : en finir avec la politique des autorités qui acceptent de s'aligner sur les exigences des

firmes pharmaceutiques. D'abord définir un prix basé sur la recherche et développement du produit (en tenant compte des apports fournis par la recherche académique), et non sur ce que les laboratoires estiment pouvoir soutenir à la Sécurité sociale, au prétexte des vies sauvées, des cirrhoses évitées... Car si cette logique s'appliquait à d'autres secteurs, par exemple dans l'automobile, on payerait un airbag au prix d'une vie !

Ensuite rendre le système d'arbitrage des prix plus démocratique et transparent, en y associant de façon structurelle des représentants des patients et des professionnels. Ou encore ne plus accepter les extensions de durée des brevets que la rapidité du développement des nouvelles thérapeutiques ne justifie pas. Et enfin autoriser, comme cela existe déjà pour les traitements du sida et des infections opportunistes, l'utilisation de licences obligatoires pour les pays en développement, qui leur permettent la production et l'utilisation de génériques avant même que les brevets ne tombent dans le domaine public. La licence d'office peut être utilisée lorsqu'un médicament est mis à la disposition du public « à des prix anormalement élevés, ou lorsque le brevet est exploité dans des conditions contraires à l'intérêt de la santé publique », comme le souligne l'article L613-16 du Code de la propriété intellectuelle. Aussi, signons la pétition de Mdm, car nos vies valent plus que leurs brevets !

Frank Cantaloup

1 - <https://leprixdelavie.medecinsdumonde.org/fr/la-petition>

AVEC L'IMMOBILIER ET LE PÉTROLE, QUEL EST L'UN DES MARCHÉS LES PLUS RENTABLES ? LA MALADIE.

Signez la pétition pour faire baisser le prix des médicaments sur www.leprixdelavie.com



ASSURANCE CHÔMAGE

Le Medef en embuscade

« Le régime d'assurance chômage ne sécurise pas suffisamment les demandeurs d'emploi, puisque 4 demandeurs d'emploi sur 10 ne sont pas couverts par le régime »... Qui a dit ça ? Le Medef lui-même !

Et pourtant ça ne l'empêche évidemment pas de faire des propositions qui aggravent encore la situation des chômeurs : réintroduction de la dégressivité en cas de « recherche insuffisante d'emploi » ; révision du mode de calcul avec la fin du principe 1 jour cotisé = 1 jour indemnisé, le niveau d'indemnisation variant « en fonction de la situation effective du marché du travail » ; recul à 59 ans (au lieu de 50 ans actuellement) du seuil à partir duquel la durée d'indemnisation est de 3 ans.

Sachant que la précarité est une des causes principales du déficit de l'Unedic (à hauteur de 9,3 milliards d'euros), les propositions du Medef, c'est vraiment la double peine : pile les contrats précaires, face une allocation de misère !

Encore et toujours la loi travail...

Révéléateur de cette politique, l'ultime séance de « négociations » du 16 juin s'est conclue sur le refus du Medef d'une hausse de cotisations sur les contrats courts (pour rappel 50% des

contrats durent moins d'une semaine !). Conséquence : la convention assurance actuelle reste en vigueur, et des « négociations » devraient reprendre à la rentrée. Le gouvernement lui-même « constate que l'attitude du patronat a conduit au blocage », c'est dire...

S'ajoutent aussi deux autres aspects concernant le régime d'assurance chômage, et non des moindres, contenus dans l'article 52 du projet de loi travail. En effet, cet article permettrait au gouvernement de contourner une décision du conseil d'État d'octobre

dernier en permettant à Pôle emploi de prélever directement sur les allocations les indus constatés (issus par exemple d'oublis de déclarations lors de l'actualisation mensuelle...). De plus, les périodes de travail non déclarées lors de l'actualisation supérieures à trois jours ne seront pas prises en compte dans le calcul des droits. Face à ces volontés, la riposte unitaire, associant organisations syndicales et associations de chômeurs, doit plus que jamais se poursuivre !

Correspondant

ENTRETIEN

« La campagne BDS durera tant que justice ne sera pas rendue au peuple palestinien »

Ce jeudi 30 juin se tiendra à Toulouse le procès de 4 militantEs de la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions). Nous avons rencontré **Bernard**, l'un des mis en examen.

Quelle place a ce procès dans la criminalisation de la campagne BDS ?

C'est le premier procès après l'arrêt de la Cour de cassation. Il prend donc une valeur de test sur un dossier complètement vide (deux distributions de tracts sur la voie publique). Nous pourrions mesurer jusqu'où le ministère public est prêt à aller dans la

criminalisation de la campagne BDS et l'attaque contre la liberté d'expression. Après « Charlie », certainEs ont pensé que la défense de cette liberté serait sacro-sainte. Il n'en est rien : la France est le seul pays (avec Israël), où l'appel au boycott peut être sanctionné. Le gouvernement israélien consacre des millions de dollars contre

GRENOBLE (38) La mairie « alternative et citoyenne » face à une contestation de gauche

Le modèle grenoblois d'une alternative réformiste « rouge-verte » a du plomb dans l'aile... Deux ans après son élection, le maire Éric Piolle et sa majorité Verts-PG-Ensemble viennent d'annoncer un plan de rigueur drastique.

Celui-ci comporte la fermeture de nombreux sites municipaux de proximité, dont 3 bibliothèques, l'essentiel dans des quartiers populaires. Dans la foulée ont été annoncées – entre autres – l'augmentation du prix des repas dans les cantines scolaires, de l'entrée dans les piscines, la « restructuration » des activités périscolaires, le sabrage du service de santé scolaire, la restriction des services sociaux pour les personnes âgées...

Après la culture lors du budget précédent, la municipalité sacrifie l'éducation, la santé et l'associatif de proximité pour économiser 14 millions d'euros sur deux ans. Plus de 100 postes vont être supprimés, mais les salariéEs touchés sont laissés dans l'obscurité quant à l'application concrète des décisions. Cerise autoritaire sur le gâteau, la pression mise sur les agents pour les dissuader de parler de ces fermetures avec les usagers, à coup de « devoir de réserve » !

L'annonce officielle de ce plan d'austérité fut fixée... le jeudi 9 juin, jour de manif contre la loi travail. Pas de chance ! À l'issue de celle-ci, beaucoup se sont retrouvés devant la mairie au moment de la conférence de presse pour demander des explications. Alors que le maire se pose en champion du débat et du dialogue citoyen, ce sont des portes closes et la police municipale qui les ont accueillis. Un groupe d'une centaine de personnes a néanmoins réussi à rentrer dans l'hôtel de ville et à perturber la conférence de presse en scandant « *Austérité et répression, Valls-Piolle, même combat !* », faisant ainsi le lien entre les politiques libérales nationales et municipales. De nouveau, ce fut une intervention de CRS devant la mairie qui vint clore le « débat citoyen », comme lors de la première tentative grenobloise de Nuit debout, achevée dans les lacrymogènes le 31 mars, la mairie refusant la diffusion du film *Merçi Patron !* à la suite du défilé.

Des colères à unifier

Les événements du 9 juin montrent une colère assez large contre Piolle au sein du mouvement social grenoblois. Certains collectifs de quartier se mobilisent pour sauver leurs équipements. La question d'unifier ces résistances s'est posée le mardi 14 juin, lors d'une première initiative syndicale, à l'initiative de Sud Territoriaux (pas d'appel syndical unitaire ce coup-ci). Une soixantaine de personnes, dont plusieurs dizaines de salariéEs se sont rassemblées devant la mairie, avant d'y entrer



Le 9 juin, les manifestantEs face à la mairie... et à la police ! DR

pour tenir une assemblée générale, motivée à préparer des suites rapides. Nous ne nous faisons pas d'illusions sur la possibilité de changer la société par la gestion des institutions. Le cas grenoblois confirme que celle-ci ne peut se faire qu'en respectant finalement les diktats du système néolibéral profondément injuste. L'équipe Piolle semble elle bien s'en accommoder. S'abritant derrière les baisses de subventions

nationales, elle favorise les populations aisées, cadres, chercheurs et chercheuses... Ne s'engageant pas dans une lutte pour la justice sociale, elle se trouve désormais face à l'opposition décidée d'une part de sa base militante initiale. Pour le NPA, une chose est sûre, l'alternative politique n'est pas dans les bureaux de Piolle, mais se construit bien dans la rue... et contre lui !

Pascale Harmenn

PSA MULHOUSE

NCS, loi travail, à la poubelle !

Après 1000 grévistes le 26 mai, 400 le mardi 31 mai, c'est cette fois 600 salariés qui ont débrayé le mardi 14 juin sur le site de PSA Mulhouse, contre le NCS 2, cet accord de compétitivité qui vise à aggraver le NCS 1.

Les principales attaques du NCS 2 sont l'aggravation du compteur de modulation des heures supplémentaires ou chômées. Pire que la loi El Khomri, puisque celle-ci s'attaque aux majorations des heures supplémentaires, PSA, avec son système de compteur des heures, ne paierait plus les heures de travail effectuées les samedis ou dimanches. De même, cet accord s'attaque à la paye des salariés travaillant de nuit qui risqueraient de se retrouver avec le même salaire que celui des doubleurs, soit 300 à 400 euros de moins... Pour vendre son attaque, la direction annonce des mesures salariales pour les trois prochaines années, soit 5 à 6 euros de plus sur le



À PSA Mulhouse, lors d'un débrayage. DR

salaire mensuel, et un accord d'intéressement inférieur aux précédents !

Débrayages et assemblées générales

Après de premiers reculs, comme la mesure la plus impopulaire, le travail obligatoire le samedi après-midi, la mobilisation continue contre la mainmise du patron sur nos week-ends et nos salaires.

Chaque débrayage finit par une assemblée générale où tous les salariés peuvent s'exprimer. Les défilés dans les ateliers se font aux cris de « *NCS1, NCS2, à la poubelle !* » ou « *loi El Khomri, précarité à vie, de cette société-là, on n'en veut pas !* » Une chose est sûre : à Mulhouse comme sur le reste du groupe, la direction n'en a pas fini avec notre colère.

Correspondant

SANTÉ On a retrouvé les casseurs de l'hôpital !

Au moins 150 manifestantEs ont été blessés mardi 14 juin lors de la manifestation parisienne, dont quinze ont été évacués d'urgence du cortège...

L'un d'entre eux est très gravement atteint dans le dos par l'une des 1500 grenades lacrymogènes qui ont été tirées par la police, police qui a aussi utilisé 175 grenades de désencerclement... Ce blessé grave est à terre et les personnes qui l'entourent, pour lui porter secours, sont chassées à coups de matraque. L'un d'eux s'effondre, blessé au crâne. Cette séquence ignoble est niée par la préfecture et oubliée par les plus hautes autorités de l'État engagées dans une stratégie d'intoxication d'une opinion publique qui rejette largement la loi travail.

Au niveau de l'hôpital Necker, la police a délibérément stoppé l'avancée de la manifestation, provoquant le plus violent des affrontements de cette journée. Et c'est bien de l'usage massif de l'arsenal policier, des détonations assourdissantes et de gaz lacrymogène, dont certains palets sont tombés à l'intérieur, que les soignantEs comme les enfants et leurs proches, ont souffert.

Côté boulevard du Montparnasse, à l'écart des échauffourées, un homme cagoulé et seul porte méthodiquement des coups de masse sur les vitres à sa portée. En tout, quinze vitres ont été endommagées, dont trois impacts en hauteur.

Manipulation d'opinion... et interdiction de manifester ?

Tous les témoignages s'accordent pour confirmer que l'établissement de soins n'était pas visé. Mais le Premier ministre n'hésite pas à décrire un hôpital « *dévasté* », et la ministre de la Santé communique sur « *les dégradations révoltantes* ». Martin Hirsch, le patron de l'APHP, n'est pas en reste et affirme sans vergogne qu'« *ils ont délibérément visé l'hôpital* », portant plainte « *pour mise en danger de la vie d'autrui* ». Et le ministre de l'Intérieur de faire le lien avec le double meurtre de policiers intervenu la veille, « *alors que l'enfant du couple tué s'y trouve [à l'hôpital Necker]* ». S'appuyant sur cette manipulation, Hollande évoque pour conclure l'interdiction de manifester... Heureusement pour eux, mensonges et obscénité ne tuent pas.

Mais les hospitalierEs ne sont pas dupes de cette polémique malsaine qui tombe à point nommé pour la ministre de la Santé et le directeur général de l'APHP. L'une est à l'origine de la loi Santé dont la mise en place des Groupements hospitaliers de territoire (GHT) au 1^{er} juillet va conduire à la suppression de 22000 postes dans la fonction publique hospitalière. L'autre doit faire face à la résistance des personnels de l'APHP qui se sont massivement opposés à sa réforme du temps de travail. Pour nous, les casseurs de l'hôpital public sont parfaitement identifiés !

CorrespondantEs

ON A RETROUVÉ LES CASSEURS DE L'HOPITAL PUBLIC



DR

BDS, considéré comme une « *menace stratégique* ». C'est la preuve de l'impact grandissant de cette campagne citoyenne. Élément nouveau pour ce procès, l'arrivée de la LICRA comme partie civile pour tenter, une fois de plus, de faire l'amalgame entre critique de la politique de l'État d'Israël et antisémitisme...

Pourquoi à Toulouse ?

Il existe depuis les crimes de Merah un traumatisme tout à fait réel dans la « communauté » juive. L'émotion légitime après les meurtres de l'école juive est instrumentalisée par le CRIF et l'extrême droite pro-israélienne qui cherchent à assimiler toute critique d'Israël, en particulier la campagne BDS, à de l'antisémitisme. Depuis deux ans, au fur et à mesure du développement de l'action BDS, les attaques se sont multipliées : agressions physiques, menaces,

saccage de locaux (cinéma Utopia et local d'EÉLV), tentative de la mairie d'interdictions de réunion publique, et aujourd'hui, à quinze jours du procès, les adresses mail des inculpés et de membres du comité de soutien envahies par une prétendue « *brigade juive* » qui cherche à déstabiliser le soutien et à isoler les inculpés. Bref, fort du soutien du gouvernement, le camp sioniste multiplie les provocations. Cerise sur le gâteau, le rôle de Moudenc, maire de la ville. Celui-ci, après la mairie de Paris, a fait voter un vœu dont l'objectif explicite est de priver de salles le mouvement BDS. Le comité de soutien, par le biais d'Attac, vient de remporter une victoire qui, nous l'espérons, ne sera que la première. Les conclusions de l'ordonnance du tribunal administratif du 30 mai 2016 « *enjoignant au maire de Toulouse de permettre la tenue de notre*

réunion publique » sont des plus claires « *Considérant qu'il résulte de ce qui précède qu'en prenant la décision attaquée, le maire de Toulouse a porté, dans l'exercice de ses pouvoirs, une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté fondamentale de réunion...* ».

Dans ce contexte, où en est le soutien aux inculpés ?

Malgré les pressions et le chantage à l'antisémitisme, le comité de soutien, qui comprend 55 organisations, tient bon. Nous appelons à une mobilisation le jour du procès le 30 juin à partir de 13 heures devant le tribunal. Nous avons des soutiens de toute la France, des délégations qui ont annoncé leur présence. Une chose est sûre : la multiplication des provocations, si elle est usante, n'entame pas notre détermination. Elle prouve la



Les 4 de BDS Toulouse ne vont pas s'arrêter là. DR

justesse et l'efficacité de la campagne BDS, qui durera tant que justice ne sera pas rendue au peuple palestinien. Non décidément, ils ne nous feront pas taire ! *Propos recueillis par correspondante*

Un procès coûte cher : chèques à l'ordre de BDS France Toulouse (mention « *procès* » au dos) à adresser à : CASC – BDS France Toulouse, 10 bis rue du Colonel-Driant, 31400 Toulouse. Messages de solidarité aussi bienvenus...

Les comités en action!

Bourg-en-Bresse (01) Bienvenue à tous les migrantEs! La situation faite ici aux migrantEs est la même qu'ailleurs: tracasseries administratives, délais sans fin pour obtenir une domiciliation, absence de solutions d'hébergement... Depuis des années, un collectif (réunissant RESF, la Ligue des droits de l'homme, la CIMADE, le Comité de vigilance, Emmaüs, Attac, Small Axes, Solidaire, la CGT éduc'Action, la FSU, le SNUipp, le PCF, Ensemble, le Parti de gauche et le NPA) se démène



pour apporter une aide militante et humanitaire à ces personnes rejetées de partout. Récemment, une

quarantaine de personnes se sont installées dans des hangars désaffectés construits sur un terrain appartenant à la communauté Emmaüs. Tant bien que mal la vie s'organise dans des conditions précaires avec un seul point d'eau et en l'absence d'alimentation électrique.

Début juin, une fête a été organisée, avec en particulier un débat animé par notre camarade Patrick Le Moal. Devant un auditoire de soixante-dix personnes, ce dernier a évoqué les nombreuses lois qui, depuis des décennies, ont réduit comme peau de chagrin les droits des immigrés et évoqué quelques pistes revendicatives. Mais il a surtout insisté sur les atteintes aux droits démocratiques qui se mettent en place et concernent l'ensemble de celles et ceux qui résistent. Il a enfin rappelé qu'il faut continuer à développer une solidarité active envers tous les migrantEs.

Malgré les difficultés rencontrées par les réfugiés, la soirée s'est terminée avec danses et musique.

Nanterre (92) Une réunion du PS mémorable... Le PS de Nanterre se souviendra longtemps de sa réunion publique sur le thème de la sécurité. Une bonne demi-douzaine de militantEs du NPA local s'étaient positionnés pour l'arrivée du public. Nous rappelions dans un tract que, pour nous, les termes «sécurité» devaient s'étendre à la sécurité de l'emploi, à la sécurité au travail mise à mal par la loi El Khomri, à celle des immigrés et des sans-papiers poursuivis par ce gouvernement. Nous



évoquions l'insécurité due à la politique nucléaire, etc. Nous évoquions aussi l'insécurité qui frappe

celles et ceux qui luttent pour leurs droits comme les Goodyear, les licenciés de La Poste du 92 ou notre camarade Yann Le Merrer, responsable départemental SUD-PTT et candidat NPA aux élections municipales à Nanterre, fonctionnaire à La Poste révoqué de ses fonctions pour fait de grève. Nous portions d'ailleurs sur nous de grandes affiches exigeant la réintégration de Yann, affiches que les Nanterriens connaissent bien pour les voir régulièrement un peu partout dans la ville. Nous avions bien envisagé qu'il ne vienne pas grand monde à cette réunion. Lassitude des sympathisants PS face à un gouvernement de plus en plus ostensiblement au service du capital, crainte légitime face à un débat miné et aux glissements de la gauche locale (la mairie à majorité Front de gauche a adopté la vidéosurveillance, la police municipale n'est pas loin...). Et en effet, il n'est pas venu plus d'une vingtaine de personnes. De ce bord-là en tout cas... Car ce que nous n'avions pas prévu, c'est la visite du Front national. Une douzaine de personnes accompagnant leur leader local. Ambiance décontractée, comme si le couvert avait été mis pour eux.

Comme nous l'annoncions dans notre tract, nous nous sommes alors retirés et abstenus de participer à ce «débat». Espérons au moins que cette expérience malheureuse éclairera certainEs sur les dangers de mener la politique de ses adversaires, en particulier sur les questions de sécurité.

Philippe Poutou, le pied sur l'accélérateur

Paris, Agen, Le Mans... La semaine dernière, le candidat du NPA a vu du pays.

Mardi 14 juin, Philippe était à la manifestation nationale contre la loi travail à Paris. Sur le point fixe du NPA très fréquenté, en compagnie de Christine Poupin et d'Olivier Besancenot, l'accueil qui lui a été réservé par les différents cortèges a été très bon. Les traditionnelles photos souvenirs bien sûr, mais aussi et surtout des échanges, devenus quasi habituels, sur l'ampleur de la mobilisation, les suites... Philippe a aussi profité de sa présence à Paris pour participer à quelques médias. Quelques jours plus tard, le vendredi 17 juin, à Agen (47) avait lieu le procès contre le député-maire UMP Costes de Fumel pour propos diffamatoires. La CGT de l'usine Metal Temple de Fumel et le NPA ont été attaqués, visés par une déclaration de l'élus faite en pleine lutte des salariés de Metal Temple contre les licenciements: «vous avez un certain nombre d'individus, la CGT, le NPA, et je pèse mes mots, des alcooliques et des voleurs, qui ont fait de l'avenue de l'usine une zone de non-droit...» Tout le mépris social, voire la haine de classe de ces politiciens, qui ne supportent pas la contestation ouvrière et qui se permettent de plus en plus ce genre de dérapages verbaux largement contrôlés. Des mots qui ne sont que la partie visible d'une violence plus profonde, quotidienne. Le procès auquel s'est rendu Philippe par soutien avec les camarades de Fumel a été l'occasion de dénoncer au-delà de ces propos méprisants, la violence du patronat, la morale des possédants. Les plaidoiries des avocats du député ont été extraordinaires: s'appuyant sur la déclaration des droits de l'homme, citant Molière, se référant à Le Chapelier et à sa loi, se revendiquant de la démocratie, pour présenter Costes comme victime, lui, un élu dévoué qui agit pour ses concitoyens... Le délibéré aura lieu le 13 juillet.



Contre Ford, l'usine se fait entendre... DR

À vos marques, prêts, luttez! Samedi 18 juin, une vingtaine de salariéEs de Ford, dont Philippe, sont partis tôt (5h30) de l'usine direction Le Mans, pour y être accueillis par des camarades syndicalistes et du mouvement contre la loi travail. L'action

officielle (déclarée en préfecture...) consistait à distribuer à l'entrée du circuit où se déroulait les fameux 24 Heures du Mans des tracts sur la situation de l'usine Ford. Cette année, Ford y marquait son grand retour dans la compétition... et pour

l'occasion une grande banderole «Ford Bordeaux, usine en danger, sauvons les emplois» a été déployée! 2000 tracts distribués avec un bon accueil du public, des réflexions solidaires, des gens indifférents aussi, mais quasiment pas d'hostilité.

Puis, deuxième phase de l'action, moins officielle, les Ford sont rentrés dans le village du circuit par petits groupes. Comme au Mondial de l'auto, malgré les RG omniprésents, les salariés ont envahi le stand commercial de Ford, collant des bandeaux, des autocollants, déployant la banderole, criant et chantant «On veut du boulot pas du baratin». Tout cela devant le public étonné mais plutôt solidaire: sourires, applaudissements, pouces levés, photos... Le service sécurité et les flics en civil débarquent, et veulent prendre la banderole. La tension monte. Alors les Ford ont quitté le stand... pour partir en manif dans les allées, traversant la foule avec la banderole, chantant «Tout est à nous!» Une opération risquée mais déterminée: ils ont osé et ont réussi. Fierté d'avoir touché encore une fois à l'image de Ford, d'avoir montré qu'ils sont toujours là pour défendre les emplois. Et ce n'est pas fini!

Correspondants

Les Nôtres

Giuseppe Mulé

Notre ami et camarade Giuseppe Mulé, «Joseph de Montreuil», nous a quittés lundi 13 juin, frappé par un méchant «crabe»... Il est parti sans nous laisser le temps d'exaucer son dernier vœu: une fête entourée de touTEs ses amiEs... Fuckin' life!

Celles et ceux qui ont eu la chance de militer avec lui n'oublieront jamais son sourire malicieux, son empathie, sa générosité, son sens de l'autodérision et son optimisme à toute épreuve. Syndicaliste infatigable, il avait en permanence le souci de se mettre au service des luttes les plus difficiles, telles celles des McDo ou de Pizza Hut en 2003, dont il fut un des soutiens les plus actifs.



Passionné de cinéma, il voulait en permanence laisser des traces de nos combats qu'il filmait tout en y participant (allez les visionner sur Youtube...). Mais son engagement allait bien au-delà du combat syndical. En 1989, avec Siné et quelques autres, il s'était engagé à fond dans le mouvement des «sans cravates», «contre le Bicentenaire des privilégiés de la planète, avec les millions d'exclus que cette société produit.» Anticapitaliste convaincu,

il s'était impliqué dans le projet initial du NPA tout en dénonçant le sectarisme de certains courants qui le composaient. Agitateur d'idées, éternel utopiste, il aimait par dessus tout établir des passerelles, le plus souvent autour d'une bonne bouteille, entre des militantEs de sensibilités différentes, afin d'aller à l'essentiel: trouver des convergences, abandonner les postures sectaires, rapprocher les points de vue... Pour agir! Sa dernière facétie: un court métrage sur l'argent, «Le vrai n'est qu'une figure du faux», réalisé l'an passé avec Oreste Scalzone, son éternel complice (à voir aussi sur Youtube). Plein d'affectueuses pensées à ses amiEs, camarades, à sa compagne, à ses enfants. Giuseppe sera toujours de nos combats car les révolutionnaires ne meurent jamais. Ciao Giuseppe, ciao compagno. **Alain Pojolat**

Université d'été

C'est le NPA qui invite!

Du mardi 23 au vendredi 26 août inclus, la 8^e université d'été du NPA aura lieu au Village-club Rives-des-Corbières, à Port-Leucate au bord de la mer Méditerranée.

Et avec qui allons-nous causer?

Bienvenue... Comme toujours moment de réflexions, de bilan et d'échanges, notre édition 2016 reviendra sur le formidable mouvement contre la loi travail en compagnie de plusieurs invitéEs. Parmi eux, Usul, vidéaste et chroniqueur, qui est l'un des membres fondateurs du collectif #OnVautMieuxQueÇa qui a compté dans le lancement du mouvement dans la jeunesse, et avec qui nous reviendrons sur la place des nouveaux médias dans l'engagement. Nous recevrons aussi François Ruffin, rédacteur en chef de *Fakir* et réalisateur du film *Merci patron!*, qu'il n'est presque plus aujourd'hui obligé de présenter: outre l'incontournable présentation de son film lors d'une soirée, nous discuterons avec lui de

quelle gauche reconstruire après les mois d'une mobilisation enthousiasmante et multiforme (manifestations, grèves, Nuits debout...). Avec Edwy Plenel, que lui non plus on ne présente plus, nous échangeons autour des thèmes abordés dans son dernier ouvrage *Dire nous* sur la nécessaire mise à jour d'un projet d'émancipation basé sur l'égalité et la solidarité. Enfin, la réalisatrice Françoise Lavisser nous présentera son film documentaire *Comme des lions* consacré à la lutte des salariéEs de PSA à Aulnay-sous-bois (93).

Nos rendez-vous «traditionnels»...

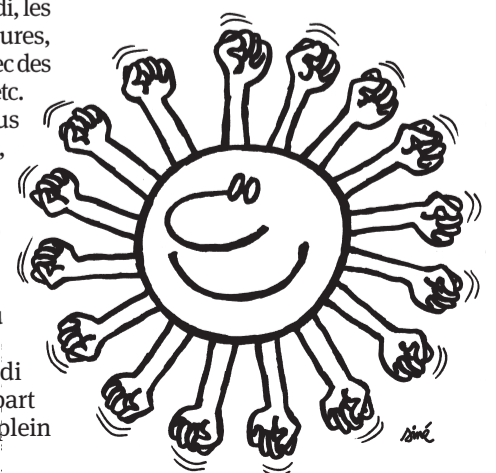
Bien entendu, on retrouvera aussi tous nos rendez-vous devenus

maintenant «traditionnels»: le cycle international et ses invitéEs de la gauche anticapitaliste venus d'ailleurs, le meeting de rentrée du NPA qui aura lieu cette année dès le premier soir, c'est-à-dire le mardi, les «travaux pratiques» de 17 heures, des rencontres quotidiennes avec des auteurs à la librairie La Brèche, etc. Et tout le reste dont on ne vous a pas encore parlé (pour cela, il faudra attendre un prochain article dans deux semaines et bien entendu le programme intégral mi-juillet). Ou sinon il vous restera les terrasses du village-club, la plage, la mer ou la piscine! Pas si mal... L'accueil se fera dès le lundi 22 août après-midi, et le départ le samedi 27, le ventre bien plein

après le petit-déjeuner... Pensez donc à vous inscrire, c'est le moment!

Commission université d'été

Plus d'informations (y compris pour s'inscrire en ligne): <http://www.npa2009.org/ue2016>



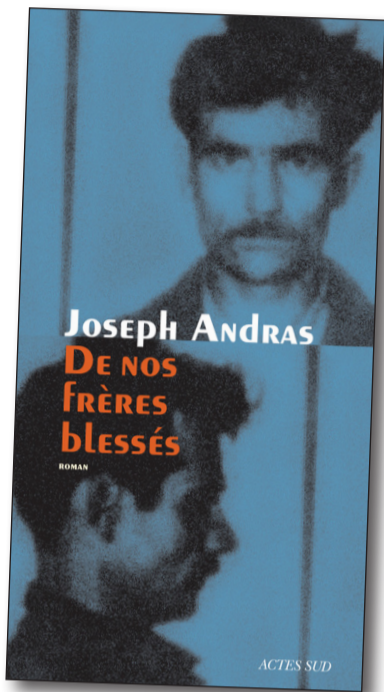
Roman

De nos frères blessés, Joseph Andras

Actes Sud, 2016, 17 euros

Fernand Iveton, ouvrier, militant du Parti communiste algérien et engagé activement dans la lutte pour l'indépendance, a été guillotiné le 11 février 1957. Il revit à travers le roman de Joseph Andras.

Fernand Iveton (et non « Yveton », son nom étant souvent mal orthographié, non seulement dans des articles mais également dans la *Guerre d'Algérie* d'Yves Courrière) se considérait comme algérien et avait posé une bombe dans son usine de telle façon qu'elle ne risque pas de faire de victimes. La bombe n'a pas explosé. Après son arrestation, il fut torturé par la police française et présenté comme un tueur par la grande presse. Le livre de Joseph Andras est un roman. Il colle aux faits historiques pour ce qui est du geste d'Iveton, mais il cherche avant tout à restituer l'être humain, et pas seulement le militant. On assiste donc à la rencontre entre le « pied-noir » anti-colonialiste et sa future femme Hélène, d'origine polonaise et sans illusion sur la réalité du « communisme » au pouvoir. Andras a su éviter l'écueil de la « statufication » d'Iveton : ses personnages existent vraiment, notamment Hélène qui ne veut pas craquer et reste digne face à la meute colonialiste.



C'est en même temps un livre politique qui dégage l'Algérie coloniale de la dichotomie pieds-noirs/Algériens musulmans, et fait revivre

cette minorité d'Européens et de Juifs qui se sont engagés dans la lutte pour l'indépendance. Certains l'ont payé de leur vie, même si Iveton est le seul « Européen » à avoir été guillotiné.

À propos de la violence...

L'arrière-plan politique de l'action se dégage au fil du récit : la crise du PC algérien après le déclenchement de l'insurrection de 1954, et ensuite la décision d'un certain nombre de militantEs de rompre avec les attermolements de la direction et de s'engager activement dans la lutte pour l'indépendance. Quant au PCF, sa solidarité sera limitée, et ce n'est qu'après sa condamnation à mort qu'un des grands avocats du parti prendra Iveton en charge (et échouera à obtenir sa grâce). La question des formes de lutte n'est pas éludée : Iveton est pour l'indépendance de l'Algérie et, non seulement, soutient la lutte armée, mais s'y engage. Toutefois, il a une limite : il refuse la violence aveugle et les victimes civiles. En cela, il se distancie de certains des attentats

du FLN. Quelle est la borne de la violence révolutionnaire ? Vieille question, toujours pertinente. Fernand Iveton avait fait l'objet d'une biographie de de Jean-Luc Einaudi parue il y a trente ans. Le roman de Joseph Andras vient à point nommé pour rappeler les crapuleries de la « gauche » de gouvernement : alors qu'il n'avait pas fait de victime, le recours en grâce d'Iveton a été refusé par le président de la République, René Coty, avec l'accord du ministre de la Justice de l'époque, François Mitterrand, et du chef du gouvernement, le socialiste Guy Mollet. Joseph Andras (c'est un pseudonyme) a été désigné comme lauréat du prix Goncourt du premier roman, et a alors annoncé qu'il déclina la récompense. « *Un boulanger fait des baguettes de pain, un plombier débouche des canalisations, un écrivain écrit : c'est aussi simple que ça. Tout est dans le livre, je ne vois pas vraiment ce que j'aurais à ajouter de plus* », a-t-il ensuite déclaré. **Henri Wilno**

Essai

Léo Ferré, toujours vivant, Pascal Boniface

La Découverte, 2016, 15 euros

Pascal Boniface signe un essai sur Léo Ferré en forme d'hommage, un exercice d'admiration assez réussi. Prenant prétexte du fait que Léo Ferré aurait eu 100 ans cet été, il raconte surtout comment son œuvre prend corps dans les années 1960. S'il s'agit d'un livre de fan, cela n'en reste pas moins un livre écrit par un intellectuel exigeant. Car Pascal Boniface est spécialiste de géopolitique et directeur de l'IRIS (Institut des relations internationales et stratégiques), pourfendeur des *Intellectuels faussaires* (charge virulente contre BHL, Caroline Fourest ou encore Philippe Val). Mais il ne s'agit pas ici de déboulonner les fâcheux, bien au contraire Boniface veut faire la courte échelle à Léo Ferré pour le faire passer du statut de « grand de la chanson française » à celui de génie. Sa passion pour Léo Ferré, il la raconte depuis sa jeunesse : « Un

type plus vieux que nos parents nous confortait dans nos choix de révolte, de remise en cause des pouvoirs en place, de contestation des autorités, de l'ordre bourgeois et des convenances sociales. Il proclamait l'amour et la révolution, la sexualité libérée et la foi libertaire. » Ce texte, particulièrement bien écrit et clair, tient autant d'une biographie de l'auteur que d'une analyse thématique de divers aspects de l'œuvre et de la personnalité du chanteur. L'auteur revient sur une carrière parfois complexe et évoque Ferré et ses nombreuses chansons interdites d'antenne à la radio. Par exemple, en 1960, la chanson *Paname* sera interdite d'antenne parce que les paroles disaient : « *Si on te frappait, j'prendrais les armes* » et que cela était alors considéré comme une incitation à la révolution. Car l'œuvre de Ferré est marqué par des engagements forts : l'anarchie, mais aussi l'anticléricalisme et l'antimilitarisme. On y évoque aussi la passion de Ferré pour les poètes, qu'il a beaucoup mis en musique : Rimbaud, Verlaine et Baudelaire, et de manière plus improbable, car leurs chemins politiques avaient peu de chances de se croiser, Aragon. Ferré était aussi lui-même un incroyable poète, une plume acérée peut-être, mais d'une liberté et d'une audace passionnante. Après 1968, Léo Ferré deviendra une sorte d'emblème d'une époque dont ses chansons avaient saisi l'air du temps avant même les événements de mai-juin. Et les années qui vont suivre seront celles de la rencontre avec un nouveau public, plus jeune et plus révolté. L'auteur raconte d'ailleurs sa propre découverte de Léo Ferré en 1969, et ses concerts à mi-chemin entre récitals et manifestations.

L'auteur évoque encore la charge érotique de certains textes et des interprétations de Ferré, avec des chansons telles que *Ton Style*, *Jolie môme*, la *The nana*... dont le style est assez inédit au cœur des prudes années 1960. **Pierre Baton**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie **la-breche.com** 27 rue Taine 75012 Paris

Exposition

« Amadeo de Souza-Cardoso »

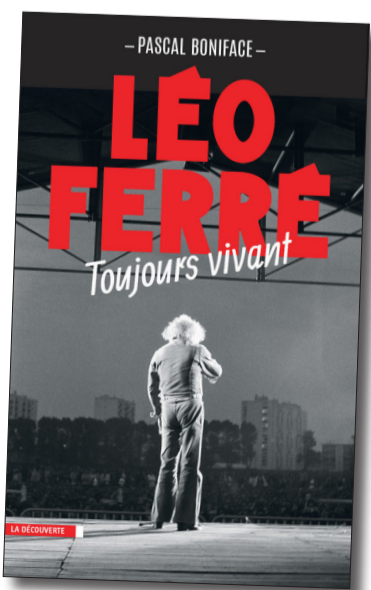
Jusqu'au 18 Juillet 2016 au Grand Palais (Paris)

L'exposition réunit environ 300 œuvres : peintures, dessins, gravures, photographies. Emporté à 30 ans par l'épidémie de grippe espagnole, après avoir quitté au début de la guerre cette avant-garde parisienne dont il était l'un des figures les plus originales, Amadeo est sorti des écrans radar et n'a conservé sa célébrité que dans son propre pays. Il a pourtant eu le temps de laisser une œuvre étourdissante, à la fois en prise avec toutes les révolutions esthétiques de son temps et ne ressemblant à aucune autre. Si l'on observe finement la chronologie de son compagnonnage avec Amedeo Modigliani ou Constantin Brancusi, c'est bien souvent lui qui fait figure d'inventeur de formes. Le petit village de Manhufe au nord du Portugal où il est né, imprègne l'univers visuel d'Amadeo. Il ne s'agit pas seulement de paysages ou de représentations de la nature : ce lieu renferme ce qu'Amadeo considère comme sien, un paysage



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

naturel, mais aussi mental. Il intègre dans tout son processus créateur ce qui pourrait être perçu comme des thèmes traditionnels : objets du quotidien, paroles de chansons populaires et poupées folkloriques, instruments de musique régionaux, montagnes, forêts, châteaux imaginaires et intérieurs familiaux. **Milo**

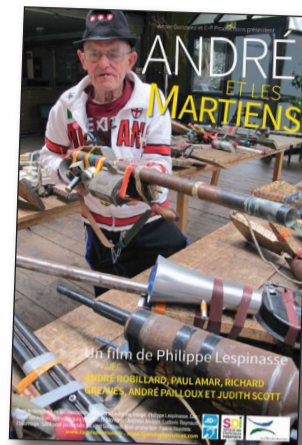


Cinéma

André et les martiens, Philippe Lespinasse

Sortie le mercredi 22 juin

Sortie d'un film qui fait du bien... Au milieu du déluge de marchandisation de l'art, de spéculation, de collectionneurs multimillionnaires, une espèce infiniment honnête et touchante d'artistes s'exprime inlassablement et d'ailleurs rejette même le qualificatif d'artistes... Ceux que Dubuffet a mis en valeur depuis 1945 sous le générique d'« art brut », souvent exclus de la société, parfois même internés ou en situation de handicap, déversent inlassablement des œuvres répétitives et jamais pareilles, cris de leur inconscient et source de leur survie dans ce monde. Le film de Philippe Lespinasse présente cinq de ces humains magnifiques, plongés dans leur art exubérant. André Robillard, interné depuis 1935 à 9 ans, qui a fabriqué depuis 1964 des fusées, des spoutniks, et des fusils, des centaines de fusils, pour « tuer la misère » avec les objets les plus divers, et qui regrette que Assad ne les utilise pas car ils sont inoffensifs... Paul Amar, le pape des coquillages, et ses tableaux sculptures, religieux et coquins à la fois, qui se voit comme « un bon ouvrier » à la recherche du génie de Michel-Ange. André Pailloux, cycliste amateur et inventeur du tourne-vent, ses tourne-vent multicolores et son vélo inouï. Richard Greaves, théoricien et architecte silencieux, et ses cabanes poétiques au Québec. Judith Scott, la jumelle trisomique abandonnée, magicienne du fil et de la couleur, tisseuse de cocons magiques. Le regard de Lespinasse est sans aucune commisération, tendre et admiratif. Le grand personnage qui donne son nom au film, qui vit depuis 67 ans à l'hôpital où un petit appartement lui est alloué, sait parfaitement que les collectionneurs s'arrachent ses œuvres à prix d'or : ça glisse sur lui... qui a rencontré des martiens dont il reproduit les armes. À la fois totalement lucide et totalement dans son monde, comme les quatre autres artistes, il a le privilège immense d'avoir donné un sens à sa vie qui leur permet à tous d'oublier les horreurs qu'ils ont vécues et, on l'espère, d'être heureux.



Ce film destiné aux salles d'art et d'essai doit trouver son public. **Catherine Segala** Pour connaître sa programmation, consulter <http://filmsdesdeuxrives.com>. Pour le faire programmer, s'adresser à filmsdesdeuxrives@yahoo.fr ou Pauline Richard au 07 83 94 77 77.

Elle, Paul Verhoeven

Avec Isabelle Huppert, Laurent Lafitte et Anne Consigny. Sortie le mercredi 25 mai

Paul Verhoeven nous avait habitués à des films subversifs et ludiques comme *La chair et le sang*, *Basic instinct*, *Robocop*, *Total Recall* ou le somptueux *Black book*. On se demande ce qui l'a poussé à adapter un roman de Philippe Djian, romancier commercial qui n'est pas réputé pour sa subtilité... Il s'est montré paraît-il fidèle au roman, et c'est peut-être bien le problème. Non seulement le scénario part dans tous les sens, mais il n'a pas une once de crédibilité. Les dialogues sont à l'avenant : ils sonnent faux et fleurent souvent la démagogie. Les relations sadomasochistes entre les deux principaux personnages sont caricaturales et peu vraisemblables. Si l'on admet que deux partenaires adultes consentants ont le droit de prendre leur pied comme ils l'entendent, et sans entrer dans la polémique soulevée par certaines critiques féministes, on a du mal à croire qu'une femme accepte de se faire tabasser aussi violemment. Sans la présence de Isabelle Huppert, la seule à tirer son épingle du jeu, ce *Elle* n'atteindrait même pas le niveau d'un téléfilm moyen. Décevant. **Gérard Delteil**



MÉDIAS « Une entreprise de délégitimation de la mobilisation »



Entretien. Après plusieurs mois de lutte contre la loi travail, nous avons demandé à l'association **Acrimed** (Action-Critique-Médias)¹ de revenir sur le traitement médiatique de ce mouvement.

On a entendu beaucoup de critiques de la couverture médiatique des mobilisations contre la loi travail. Quels sont les principaux biais identifiés par Acrimed ?

Il y a bien évidemment le plus visible (et souvent le plus choquant) : les prises de position parfois outrancières de certains éditorialistes et journalistes en vue, comme Franz-Olivier Giesbert, qui est allé jusqu'à comparer la CGT à Daech, Jean-Michel Apathie, qui s'est demandé sur Twitter si la CGT allait appeler à la guerre civile, ou encore Gaëtan de Capèle, du *Figaro*, auteur d'un éditorial sobrement titré « *terrorisme social* »... On pourra également mentionner le cas de Nathalie Saint-Cricq, responsable du service politique de France 2, dont les interventions au JT de 20 heures ressemblent chaque jour un peu plus à des éditoriaux anti-grève, comme le 23 mai dernier lorsqu'elle évoquait « *une radicalisation tous azimuts et une technique révolutionnaire bien orchestrée ou comment paralyser un pays malgré une base rabougrie et même si le mouvement s'essouffle* »... Mais ces outrances ne résument pas tout, loin de là, et lorsqu'on y regarde d'un peu plus près, on se rend compte que c'est à un véritable matraquage auquel nous assistons depuis plusieurs mois dans l'ensemble des grands médias. Ce matraquage avait d'ailleurs commencé, comme bien souvent, avant même que la « réforme » du code du travail ne soit présentée. Dès la remise du rapport Combexelle, en septembre dernier, c'est un refrain bien connu qui a été entonné, celui de la nécessité de la « réforme », toujours accompagné de la dénonciation de « l'archaïsme » des syndicats. On pouvait ainsi lire dans un éditorial du *Monde*, le 2 septembre : « *Le code du travail n'est pas une vache sacrée. C'est un outil de régulation indispensable pour assurer un socle minimal de protection des salariés. Mais il ne doit pas devenir imperméable aux mutations de la société et du salariat. La CGT et FO jouent les gardiens du temple, veillant à ce qu'on ne touche pas à une virgule du code* ». On peut aussi se souvenir d'une intervention de François Lenglet au 20 heures de France 2 le 9 septembre, qui posait la question rhétorique suivante : « *Bien sûr, on pourrait garder notre bon vieux code du travail, avec ses règles et ses protections, qui dissuadent parfois la création d'emploi, mais à quoi cela sert de protéger de plus en plus des emplois qui ne sont pas créés ?* »

Et quand la mobilisation a commencé à s'étendre ?
C'est à une entreprise de délégitimation de la mobilisation à

laquelle nous avons alors assisté, qui reposait principalement sur trois piliers.

Le premier, qui est là encore un grand classique des médias de démobilisation sociale, est la focalisation sur les conséquences des grèves, et non sur leurs causes. On multiplie ainsi les « reportages » dans les gares, on raconte en long et en large la « galère » des « usagers », avec les incontournables micro-trottoirs grâce auxquels on apprend, avec stupéfaction, que lorsque les conducteurs de train sont en grève, il y a moins de trains en circulation, etc. Nous avons aussi eu droit cette année aux reportages dans les JT de TF1, France 2 et France 3, consacrés à la « pénurie »... Pour combien de reportages consacrés aux motivations des grévistes ? Un nombre négligeable.

Le second angle d'attaque est la dénonciation de celles et ceux que nous avons ironiquement nommés les « pas concernés ». De qui s'agit-il ? De ces manifestants qui, d'après certains médias et éditorialistes, n'ont rien à faire dans les rues car ils ne sont « pas concernés » par la « réforme » du code du travail. Les lycéens et les étudiants ont ainsi été montrés du doigt, de même que les fonctionnaires, les cheminots, etc. Il s'agit là encore de délégitimer la mobilisation en laissant entendre (ou en disant explicitement) que la loi travail n'est qu'un prétexte et que « ces gens » se mobilisent pour d'autres raisons moins avouables : défense de leurs « privilèges », manœuvres syndicales, envie de sécher les cours, etc. La manœuvre est grossière, mais elle fonctionne : en se focalisant sur les « pas concernés », on évite de donner la parole aux premiers concernés (les salariés du privé et leurs représentants), et surtout on occulte les solidarités à l'œuvre (entre public et privé, entre générations, etc.) dans la population.

Le troisième angle d'attaque, enfin, est l'injonction permanente faite aux responsables syndicaux et politiques à « condamner » les « violences » qui ont eu lieu dans certaines manifestations, lors d'interviews qui ressemblent souvent à de véritables interrogatoires. Pour certains journalistes-intervieweurs, la « condamnation » des « violences » semble être un préalable à toute autre question et, tant que l'invité ne l'aura pas fait, on ne le lâchera pas. Ce faisant, et en recherchant la « petite phrase », quelle qu'elle soit, on amalgame des mobilisations massives et des

incidents qui, quoi qu'en on pense, sont marginaux. Qui plus est, la focalisation sur les « violences » fait passer au second, voire au troisième plan, les mobilisations elles-mêmes, leurs causes, leur tonalité, leur ampleur.

Bref, on comprend qu'au-delà des prises de position les plus outrancières, les mécanismes de la délégitimation sont nombreux et exigent, pour être décryptés et combattus, une attention de tous les instants.

C'est en grande partie le travail que fournit Acrimed, qui appelle d'ailleurs au soutien financier ?

C'est effectivement l'un des objets de l'association. Acrimed fête cette année ses 20 ans, puisqu'elle est née dans la foulée de la mobilisation de novembre-décembre 1995, dont le traitement médiatique avait déjà suscité nombre de (légitimes) critiques, et convaincu un certain nombre de militants et d'intellectuels de la nécessité de la création d'un véritable observatoire critique des médias. Notre ambition est de récolter 60 000 euros, et nous avons à l'heure actuelle atteint plus de la moitié de cet objectif. Mais le compte n'y est pas encore. Alors nous demandons à toutes celles et tous ceux qui nous lisent et nous apprécient, ou au moins qui jugent que notre travail est utile, de participer, même modestement, à cet effort. Il suffit de se rendre sur notre site, et de se laisser guider. Alors n'hésitez pas : Acrimed a encore besoin de vous, Acrimed a toujours besoin de vous !

est une préoccupation réelle, y compris et notamment dans le mouvement social.

Mais, malgré ses deux décennies d'existence, Acrimed demeure une créature fragile. L'association a connu un important développement ces dernières années, ce qui ne va pas sans un certain nombre de dépenses, et comme nous ne recevons pas de subventions et que nous refusons toute forme de publicité, tout en mettant gratuitement nos articles à la disposition des internautes, nous ne pouvons compter que sur la générosité de nos adhérents et sympathisants. C'est pourquoi nous avons lancé un appel à souscription, destiné à assurer la poursuite de nos activités, et à pérenniser les trois emplois à temps plein indispensables au bon fonctionnement de l'association. Notre ambition est de récolter 60 000 euros, et nous avons à l'heure actuelle atteint plus de la moitié de cet objectif. Mais le compte n'y est pas encore. Alors nous demandons à toutes celles et tous ceux qui nous lisent et nous apprécient, ou au moins qui jugent que notre travail est utile, de participer, même modestement, à cet effort. Il suffit de se rendre sur notre site, et de se laisser guider. Alors n'hésitez pas : Acrimed a encore besoin de vous, Acrimed a toujours besoin de vous !

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

1 - <http://www.acrimed.org>

L'image de la semaine



Vu ailleurs

le Parisien

DES HARCÈLEMENTS COMMUNS... Pour

éviter gestes et remarques déplacés, une femme sur deux adapte sa tenue vestimentaire... ou prend un taxi. Édifiant.

Sifflements, injures, remarques désobligeantes sur une tenue vestimentaire, gestes déplacés, voire, dans les cas les plus extrêmes, agressions sexuelles... 87% des femmes ont déjà été victimes de harcèlement dans les transports en commun, selon une étude de la Fédération nationale des association d'usagers des transports (...). « Un chiffre qui reflète malheureusement la réalité », commente Christiane Dupart, membre du bureau de la Fnaut.

Basée sur les réponses de plus de 6 000 usagères (métro, RER, autobus, train...), cette étude montre que la crainte d'un harcèlement modifie considérablement le comportement des femmes à l'égard des transports publics.

Ainsi, plus de la moitié des personnes interrogées (54%) n'utiliseraient pas les transports en commun à certaines heures, notamment en soirée, par peur du harcèlement. Troquer une jupe d'été pour un pantalon, planquer son décolleté sous un foulard... Elles sont également 48% à adapter leur tenue vestimentaire pour se déplacer. Enfin, 34% d'entre elles se détournent carrément des transports publics pour le vélo, le taxi ou encore leur véhicule personnel, même si ça leur coûte bien cher. (...)

Pour Annie Guilberte, directrice générale du Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (Cnidff), « en adoptant ces stratégies d'évitement, les femmes atteignent leur liberté d'être et de circuler. Des stratégies qui consistent également à se mettre près des portes de la rame de métro pour sortir au plus vite au moindre problème, ou à changer de place dès qu'un homme se montre un peu collant. (...) Comment renverser cette situation ? Des bornes d'appel et un numéro d'urgence (31.17 pour la SNCF) ont bien été mis en place, mais entre 60 et 70% des voyageuses ne les connaissent pas !

« Dans le métro, elles portent un pantalon pour éviter le harcèlement », Marion Ablain, le Parisien du mercredi 15 juin

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Número ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org